Administration et Rédaction :
1303, 4ème Avenue Ouest
Prince-Albert, Sask., Téléphone 2964

Abonnement :
Un an, Canada - $1.50
Un an, Étranger - $2.00

LE PATRIOTE DE L'OUEST

Le seul journal français de la Saskatchewan

Organe des Catholiques de langue française du Nord-Ouest

Paraissant tous les mercredis

A.-F. AUCLAIR, O.M.I., Directeur

NOTRE FOI! NOTRE LANGUE!

L'Association Catholique Franco-Canadienne de la Sask

L'OEUVRE ACCOMPLIE AU COURS DE L'ANNEE

"Mais enfin, qu'est-ce que devient l'Association?"... Est-elle morte?..." Tel semble être le point d'interrogation que se posent anxieusement un grand nombre de Franco-Canadiens.

Rassurez-vous, chers amis, votre Association n'est pas morte. Elle n'est pas même malade. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'elle subit le contre-coup forcé de la période extraordinaire que nous traversons,—phénomène d'ailleurs commun à toutes les organisations du même genre.

Régulièrement, notre convention annuelle eût dû avoir lieu à North-Battleford en juin ou juillet. Le Comité Exécutif avait fait tous ses préparatifs en conséquence, le programme des travaux avait été arrêté et les orateurs désignés pour traiter les divers sujets à l'étude avaient déjà promis leur concours. Mais au même instant, un grave problème d'intérêt national surgissait dans le pays. En présence de l'agitation qui en résultait, on avait cru sage de renoncer à toute manifestation extérieure et l'on se proposait de tenir une simple réunion de délégués. Ce projet lui-même, pour diverses raisons, se trouva bientôt contrarié et dut être renvoyé à l'automne. Mais on sait combien il est difficile, à cette époque de l'année, de distraire de leurs travaux nos compatriotes, dont la grande majorité est vouée à la profession agricole. De plus, une nouvelle campagne électorale en perspective, dans laquelle l'appel au fanatisme et aux préjugés de races allait de toute évidence jouer un grand rôle, présentait un autre obstacle sérieux. Bref, l'année 1917 est parvenue à sa fin sans que l'Association ait cru pouvoir annoncer son congrès.

Dans divers quartiers, l'on semble s'être étonné de cette attitude et ne pas avoir partagé pleinement les vues du Comité Exécutif. Il est possible que celui-ci ait péché par excès de prudence; mais l'on conviendra que la situation était particulièrement délicate, et mieux valait peut-être nous imposer un temps d'arrêt dans notre œuvre de propagande plutôt que de compromettre les résultats déjà obtenus.

Quoi qu'il en soit, il est clair que la vie de notre Association ne saurait se soutenir plus longtemps sans donner quelque signe extérieur de sa vitalité et sans rallier ceux de nos compatriotes qui en sont les principaux représentants à travers la province. Il est urgent de procéder à des élections, afin de remplacer les dignitaires dont le terme d'office est expiré. Il est aussi très important de faire sanctionner sans délai la nouvelle constitution préparée au cours de l'année. Le Comité Exécutif a donc décidé de convoquer, sinon une convention proprement dite, du moins une grande assemblée générale qui remplira le même but et qui aura lieu à Prince-Albert le mercredi 16 janvier 1918.

Etant données les circonstances, on comprend qu'il ne sera pas fait une grande publicité autour de cette réunion; mais tous les Franco-Canadiens qui le peuvent ne devraient pas manquer d'être présents. Il s'y fera à coup sûr une bonne somme de travail pratique, et plus nombreuse sera l'assistance, plus nombreux surtout seront les cercles locaux représentés, plus forte en sera la répercussion à travers la province.

* * *

Comme préparation à cette assemblée générale, il ne sera pas inutile de jeter un rapide coup d'œil en arrière sur la vie de l'Association pendant l'année écoulée. Il s'est fait peu de bruit autour d'elle depuis quelques mois et certains, dont la mémoire est courte, sont tout naturellement portés à croire que son action a été à peu près nulle. En réalité, le bilan que nous avons à enregistrer est de beaucoup le plus chargé qui se soit encore vu, tant au point de vue des campagnes entreprises que des résultats obtenus.

Le Congrès de Willow Bunch, les 16 et 17 août 1916, avait été un succès marqué. L'enthousiasme qu'il avait suscité partout avait grandement facilité la tâche du Comité Exécutif pendant les premiers mois qui suivirent. Durant une bonne partie de l'hiver, nous fûmes malheureusement privés des services de notre Président général et de notre Directeur général à qui leur état de santé imposa à tous deux un séjour assez prolongé hors de la province; mais nous devons dire que même éloignés de nous ils ne cessèrent jamais d'être associés intimement à nos travaux et à nos préoccupations.

Comme toujours, c'est autour de l'école que nous avons eu principalement à livrer bataille et c'est sur ce terrain-là aussi que nous avons remporté nos meilleures victoires. Dès au lendemain du congrès de Willow Bunch, le Comité Exécutif avait fait des démarches auprès du gouvernement provincial pour avoir un inspecteur des districts scolaires français et un ou deux inspecteurs bilingues pour nos écoles franco-canadiennes. Dans le premier cas, nous avons obtenu prompte satisfaction et au mois de novembre, notre compatriote M. J. E. Morrier était nommé inspecteur des districts scolaires français de la Saskatchewan. Cette nomination comportait pour l'Association un double succès qui doit être relevé ici. Non seulement l'honorable W. M. Martin faisait droit à notre requête, mais encore il acceptait le candidat que nous avions nous-mêmes proposé. Et ce candidat était le propre secrétaire général de l'A. C. F. C., l'un de ses anciens présidents généraux et le président actuel du cercle local de Prince-Albert. Autant dire que le gouvernement, reconnaissant le caractère en quelque sorte officiel de notre Association comme organisation nationale, acceptait sa collaboration pour mener à bien l'œuvre de l'éducation. M. Morrier est aujourd'hui en contact personnel avec toutes les municipalités scolaires franco-canadiennes de la province; nombreux sont les services qu'il a pu rendre ainsi à notre cause, et tous s'accordent à louer le tact et le désintéressement qu'il apporte à ses délicates fonctions.

Nous avons été moins heureux en ce qui concerne la nomination d'inspecteurs d'écoles bilingues. Les négociations ont traîné en longueur: elles semblaient avoir abouti et l'on nous avait promis au moins un inspecteur pour l'ouverture des écoles en septembre; finalement, nous avons été déçus. Il faudra revenir à la charge.

Les 27 et 28 février dernier, se tenait à Régina la convention annuelle des commissaires d'école de la province. L'expérience de l'année précédente avait fait toucher du doigt l'importance qu'il y avait pour nous à ne pas se désintéresser de ces assemblées où peuvent être passées des résolutions très préjudiciables à notre cause. M. J. A. Laporte, de Régina, qui, en sa qualité de gérant du "Provincial Teacher Bureau", suivait de très près tout ce qui se rattache à la question scolaire, lança un avertissement qui fut entendu. Le 17 janvier, le Secrétariat de l'A. C. F. C. adressait à tous les cercles locaux, aux secrétaires de toutes les commissions scolaires franco-canadiennes, à tous les curés et à un certain nombre de personnes influentes, une circulaire faisant ressortir l'importance de cette convention et leur recommandant instamment de faire tout en leur pouvoir pour que leur district scolaire y fut représenté. Une campagne dans le même sens fut également entreprise dans le *Patriote*.

La manière dont on répondit à cet appel fut vraiment encourageante et l'on put entrevoir tout de suite un succès. Il fut même au-dessus de tout ce que l'on pouvait souhaiter. Quatre-vingt délégués se rendirent à la capitale de tous les points de la province; nos compatriotes représentaient plus de dix pour cent des commissaires présents. Cette affluence des nôtres et la discipline qu'ils observèrent réussit à tenir en échec toutes les mesures préjudiciables à nos intérêts, et en particulier une résolution demandant la suppression des manuels bilingues dans nos écoles.

Le soir du 28 février, une belle réception fut donnée aux délégués par le cercle de l'A. C. F. C. de Régina, dans la salle du club catholique. S. G. Mgr Mathieu, qui présidait, félicita chaleureusement les Franco-Canadiens pour le patriotisme et l'esprit d'union qu'ils avaient montrés dans la circonstance. Ce fut une réunion pleine d'enthousiasme et un véritable triomphe pour notre Association. Jamais encore peut-être son utilité et sa puissance d'action ne s'étaient manifestées avec un tel éclat.

Mais la convention de Régina nous dota, en outre, d'une organisation excellente pour le bien de nos écoles et dont le besoin se faisait grandement sentir: nous voulons parler de l'Asso-[illegible] Interprovinciale, qui a pour but d'aider les jeunes gens et jeunes filles de la province de Québec à obtenir les diplômes nécessaires pour enseigner dans nos écoles. L'idée, lancée par M. le Docteur [illegible] Lavoie, de Howell, au cours d'une réunion particulière des délégués franco-canadiens, rencontra l'approbation unanime et prit [illegible] On se rappelle avec quel généreux empressement on souscrivit de toutes parts pour constituer le capital social de la compagnie. Aujourd'hui, l'Association Interprovinciale se trouve établie sur des bases solides et compte déjà à son actif de nombreux services en faveur de l'éducation. Le Comité Exécutif de l'A. C. F. C. au nom de tous les Franco-Canadiens de la province, adresse ici l'expression de sa sincère gratitude aux dévoués fondateurs et administrateurs de l'Interprovinciale.

Notre action sur le terrain scolaire comprend encore une pétition adressée au gouvernement au sujet des manuels bilingues en usage dans nos écoles. Depuis longtemps nos instituteurs dénonçaient ces manuels qui fourmillent d'incorrections et se trouvent pratiquement inutilisables. Le Comité Exécutif chargea M. Louis Charbonneau, alors instituteur à Vonda, aujourd'hui rédacteur au *Droit* d'Ottawa, d'en faire une critique détaillée. Notre jeune compatriote s'acquitta avec honneur de cette œuvre patiente et difficile. Il concluait à l'abandon des manuels actuellement autorisés pour y substituer d'autres donnant pleine satisfaction et demandait en même temps l'adoption d'une bonne grammaire pour l'enseignement de la langue française. M. Johannès Faucoup, instituteur à Titanic, prépara également, sur le même sujet, un excellent travail qui fut incorporé à celui de M. Charbonneau. Le mémoire ainsi complété fut présenté par l'Association à l'honorable W. M. Martin le 14 mai 1917. Il s'agit là, on le comprend, d'une réforme assez importante et l'on ne pouvait s'attendre à une décision bien rapide de la part du Département de l'Education; mais si notre requête n'a pas encore été exaucée jusqu'à présent, nous avons bon espoir qu'elle le sera tôt ou tard.

* * *

Au cours de l'année écoulée, le Comité Exécutif n'a cessé, comme on le voit, de veiller autour de l'école, et s'il n'a pas remporté de nombreuses victoires, il a du moins eu la satisfaction de constater que nos compatriotes mettaient cette question au premier plan de leurs préoccupations nationales. Il n'a pas, pour cela négligé les œuvres d'intérêt général. Le 8 février, il lançait un appel en faveur d'une souscription publique destinée à constituer un Fonds de Propagande française dans les milieux anglais et annonçait en même temps son projet de répandre dans le public le texte anglais de la conférence de S. G. Mgr Mathieu, archevêque de Régina, sur l'*Education dans la province de Québec*.

L'idée, qui répondait à un réel besoin maintes fois exprimé, fut accueillie avec beaucoup de faveur. Nous eûmes l'insigne honneur de voir les membres les plus éminents de l'Episcopat bénir notre entreprise et lui accorder leur souscription généreuse. Les sociétés nationales sœurs nous apportèrent leur offrande et louèrent hautement

(A SUIVRE EN 2me PAGE)

SIMPLES NOTES

Malgré la conspiration des journaux unionistes anglais, le peuple, dans l'Ouest, n'a pas perdu la tête. Il saura comment voter le 17 décembre.

* * *

Bleus et rouges en effet s'unissent pour se débarrasser de nos autocrates et de nos tyranneaux. Ce serait vite fait si l'on était sûr que les élections seront conduites d'une façon honnête.

* * *

On cherche à faire croire aux électeurs que la question de la présente élection est de continuer la guerre ou de l'abandonner, mais en fait la question n'est rien autre que de savoir si c'est le régime des bêtes de proie ou du bon sens populaire qui va l'emporter.

* * *

Les libéraux-unionistes s'évertuent à prouver, sans convaincre personne, que le gouvernement Borden n'est plus le même parce qu'un certain nombre d'entre eux sont entrés là-dedans. Le plus difficile à avaler c'est que Borden se soit transformé comme ça, du jour au lendemain, en génie!

* * *

Le Free Press dit que M. Borden avait déjà l'intention de former un gouvernement d'union il y a environ un an et demi, mais que le débat sur la question bilingue a fait manquer l'affaire. Comme Borden et sa troupe étaient bien décidés de ne pas rendre justice aux Canadiens, on voit quelle espèce d'union il s'agissait de faire, c'est celle qui a cours aujourd'hui: l'union des fanatiques et des trustards pour diviser les deux grandes races du pays.

* * *

M. McCraney, ex-député, dans un discours à Saskatoon, s'oppose au référendum, parce que, dit-il, sur 360,600 hommes inscrits 338,000 ont demandé l'exemption. Pour lui ce résultat est un referendum, et au nom de la démocratie, il n'y a pas autre chose à faire, maintenant que d'envoyer le monde à la guerre de force...Mesure *bien démocratique, en effet, cette conscription, n'est-ce pas?*

* * *

Les journaux unionistes de l'Ouest trouvent la vie dure de ce temps-ci. Ils sont débordés de lettres de protestations de leurs lecteurs...Devant la montée de l'indignation populaire, ils se voient forcés d'en publier un bon nombre, et il y en a parmi de rudement salées.

* * *

Les orateurs de hustings répètent à bouche que veux-tu, que le Canada ne semble pas s'apercevoir qu'il est en guerre. Ce serait bien autre chose, disent-ils si Halifax était bombardé! La chose est arrivée, par pur accident, c'est vrai, et sans qu'aucun Allemand n'y ait mis la main. Ils disent maintenant: "Vous voyez bien que le Canada est en guerre!" C'est stupide d'exploiter ainsi un désastre qui plonge des milliers de personnes dans le deuil.

* * *

Un télégramme, signé d'une vingtaine de journalistes des diverses parties du Canada, a été adressé au commandant des troupes canadiennes en France, l'assurant que le gouvernement unioniste a tout leur appui. Encore un truc d'élection! Les soldats là-bas ne pourront s'empêcher de se demander qu'est-ce que tout cela signifie. D'autre part le commandant des troupes canadiennes écrit à un ami de Vancouver, que même avec la conscription les renforts n'arriveront jamais à temps.

* * *

"Tout le monde reconnait, dit le Phœnix, *qu'il faut un gouvernement d'union; mais il y a divergence d'opinions, non seulement dans la province de Québec, mais dans toutes les autres provinces sur la question de conscription." Certainement. Il y a aussi divergence d'opinions au sujet des moyens nécessaires pour réaliser une union véritable. Il y en a par exemple, qui sont assez simples de croire qu'il n'y aura pas d'union possible, tant que l'on ne s'arrangera pas pour rendre justice à tout le monde!*

* * *

L'Allemagne a perdu sa dernière colonie dans l'Afrique Orientale. C'est un territoire de 384,000 milles carrés qui sera ajouté à la peinture rouge sur la carte! Les colonies allemandes avaient une étendue d'un million de milles carrés et une population d'environ 14,000,000 d'habitants dont 25,000 blancs.

* * *

Les pertes de l'armée canadienne dans la bataille de Paschendaele, du 24 octobre au 12 novembre, c'est-à-dire à peine 19 jours, s'élèvent à 10,659, dont 900 tués, 912 manquants, et 7,747 blessés. Depuis le 15 août nos pertes sont d'au moins 20,000 hommes c'est-à-dire 15 pour cent de toute notre armée au front. C'est à peu près le double de la moyenne des pertes des autres armées. On voit que les Canadiens ont été mis à l'endroit le plus dangereux. A ce régime, il ne sera pas difficile de faire disparaître toute l'armée canadienne et de réclamer un cent mille hommes tous les six mois. Les autres pays ont pour politique de ménager leurs hommes et ce doit être aussi patriotique que de faire tuer le plus de monde possible!

* * *

D'après les derniers rapports 15,060 demandes d'exemptions ont été accordées dans la Saskatchewan, 4,022 ont été refusées, et la décision de 5,085 cas a été ajournée pour diverses raisons.

De quel côté sont les Orangistes?

Aux dernières élections provinciales de la Saskathewan on se rappelle encore le fameux manifeste orangiste et les conditions qu'ils posaient aux candidats.

De quel côté sont-ils dans cette élection-ci? Ce n'est pas difficile à savoir:

M. D. D. Ellis, grand-maître de la Grande Loge orangiste de l'Amérique Britannique, de Fleming, Saskatchewan, adresse, par la voix de l'"Orange Sentinel", de Toronto, un appel empressé à ses frères orangistes de voter pour les candidats du gouvernement d'union, aux prochaines élections.

"Tous les comtés, districts, loges et chapitres orangistes, écrit M. Ellis devraient se réunir et s'organiser en vue d'une vigoureuse campagne "win-the-war" en faveur du gouvernement d'union. Les loges devraient se réunir toutes les semaines, former des comités locaux et inviter à leurs réunions toutes les organisations loyales et rendre de la sorte absolument certaine la victoire des candidats connus comme unionistes".

Le signataire affirme que le retour de Borden au pouvoir signifiera une paix prochaine, précédée d'une victoire éclatante, et que l'avènement de Laurier ne ferait que prolonger la guerre en Europe.

On demande l'ubiquité

Les journaux unionistes et le gouvernement crient à tue-tête qu'il faut envoyer des hommes à la guerre sans nuire aux industries essentielles à la vie de la nation.

C'est ça, faites des omelettes sans casser des œufs!

S'il y avait des hommes de reste on pourrait en envoyer, mais il en manque. Des milliers d'acres n'ont pas été semés, des millions de minots ont manqué aux alliés parce que le Canada manquait de fermiers.

Les tribunaux d'exemption envoient à la guerre des fermiers possédant et cultivant leurs terres. L'année prochaine, les terres en friche seront nombreuses.

C'est à croire que les Alliés n'ont plus besoin de manger ou que le gouvernement et ses journaux sont fous.

Cent mille producteurs comme ceux du Canada font plus pour gagner la guerre sur leur ferme que dans les tranchées. Un seul homme installé comme on l'est ici produit de 5 à 10 mille minots de grain. Aux tranchées, il ne fait pas plus qu'un coureur de rues des Etats-Unis. Il n'est pas remplaçable lui-même, mais il remplace ce Yankee, car il n'y a pas assez de bateaux pour transporter Yankees et Canadiens.

Ainsi, les Alliés seraient privés de pain par la bêtise du gouvernement.

Le kaiser ne serait pas embarrassé s'il pouvait voter à l'élection qui vient.

Une proclamation du roi Georges V fixe le 6 janvier fête de l'Epiphanie, comme jour de prières au sujet de la guerre. "Nous ne gagnerons la victoire, y est-il dit, que si nous nous rappelons fermement les responsabilités qui nous incombent, et que si nous appelons avec soumission les bénédictions du Dieu tout-puissant sur nos entreprises".

* * *

M. William H. Moore dans un article du Courier *montre d'une façon originale la responsabilité de l'Ontario dans la genèse des difficultés qui règnent actuellement au Canada.*

Les hurlements du fanatisme

Nous avions prévenu nos lecteurs, la semaine dernière, que le fanatisme allait lâcher ses chiens. Ça n'a pas manqué. Toute la semaine ils ont hurlé à fendre l'air contre les papistes et les "French". Il y avait là toute une meute de roquets affamés qui ne demandait pas mieux que de sortir de la niche et d'aboyer à son saoûl: ils s'en sont donnés à gueule que veux-tu, au point que la presse anglaise dans cette ribandaille s'est discréditée pour longtemps dans l'opinion des gens sensés.

Prenez par exemple un article comme celui du *Canadian Home Journal* qui a été envoyé à toutes les rédactions du pays et qui a été reproduit ici par le *Herald*. Nous ne connaissons que l'*Orange Sentinel* ou la *Menace* capables d'atteindre à ce niveau de stupidité. Faut-il être assez idiot et fou à lier pour crier que Laurier et l'Eglise catholique au Canada sont les agents de l'Allemagne? Des types capables d'écrire des absurdités pareilles prouvent tout simplement que tous les fous furieux ne sont pas à l'asile et que la civilisation trouvera toujours des sujets absolument réfractaires, n'ayant tout juste que des cervelles de chimpanzés. Ce n'est pas glorieux pour la civilisation!

Et puis le cri contre la "French domination"! Est-ce assez ridicule? Québec est la seule province où les minorités ont leur pleine mesure de justice. Cette "French domination", à laquelle personne ne pense dans Québec, serait tout de même assez douce.

Ne vous flanquez pas des peurs pour rien, les amis! Cela n'est pas beau pour des gens qui ne rêvent que de guerre et qui traitent les autres de lâches. C'est vrai qu'un robuste Canadien peut absorber une douzaine de ces criards-là rien que pour son petit déjeuner, mais il a autre chose à faire pour le moment, occupé qu'il est à chasser la nuée de corbeaux qui se sont abattus dans le blé-d'Inde!

Pas d'abstentions!

Pour les élections de lundi prochain, 17 décembre, le choix entre les candidats est bien simple à faire. La question est connue de tout le monde, et il n'y a pas à insister.

Mais le point sur lequel il faut insister, c'est que tous ceux qui ont droit de vote, aillent voter. Il ne faut pas qu'il y ait une seule abstention. Ni le froid, ni la distance à parcourir, ni aucune autre raison ne peuvent tenir devant ce grand devoir à remplir pour chacun des citoyens du Canada, le 17 décembre. Ne vous dites pas: il y en aura toujours bien assez d'autres sans moi! Non, dans les circonstances, votre vote seul pourra faire pencher la balance. Donc, pas d'abstention !

Le général Foch nommé conseiller militaire de Clémenceau

Le général Foch vient d'être retiré du conseil de geurre suprême des alliés pour devenir conseiller militaire du premier ministre Clémenceau. A son premier poste, il est remplacé par le général de division Weygand, peu connu jusqu'ici.

L'Asscoiation Catholique Franco-Canadienne de la Sask.

notre initiative qu'elles proposèrent en exemple aux autres groupes extérieurs. La presse de son côté nous aida et nous encouragea par la publicité dont elle nous gratifia spontanément. Quant aux membres de l'Association, auxquels s'adressait plus spécialement notre appel, ils surent y répondre de façon à prouver amplement qu'ils comprenaient et appréciaient l'œuvre de défense que nous voulions édifier. La plupart des cercles locaux versèrent une contribution collective en rapport avec leurs moyens et de nombreuses contributions personnelles nous parvinrent également, non seulement de la province mais de tous les points du Canada.

Assurément, l'on ne pouvait s'attendre à ce qu'une souscription de ce genre fût un grand succès populaire, surtout à une époque où l'on s'adresse [illegible] à la charité publique pour soulager tant de misères matérielles. Nous crûmes bon nous-mêmes de ne pas trop insister auprès des nôtres, afin de ne pas contrarier certains projets utiles qui eussent risqué de passer inaperçus si notre campagne en faveur du Fonds de Propagande française eût accaparé à elle seule l'attention. En dépit de ces circonstances peu favorables, le montant total de la souscription s'est élevé à près de $450. On peut dire sans crainte que [illegible] par le Comité Exécutif s'est trouvé atteint en ce sens que les Franco-Canadiens ont pleinement reconnu le principe de la nécessité d'une propagande française afin d'éclairer sur leur compte les [illegible] d'autres races au milieu desquels ils vivent et ont montré qu'ils [illegible] capables de s'imposer les sacrifices nécessaires au soutien de [illegible] de salut.

Avec l'argent [illegible] disposé aux fins de propagande, le Comité Exécutif a publié 5,000 exemplaires de la conférence prononcée par S. G. Mgr Mathieu sur *[illegible] province de Québec* devant le "Canadian Club Association" de Régina. Environ 1,500 de ces brochures [illegible] des secrétaires des différents cercles locaux [illegible] leur entourage immédiat. Le Secrétariat s'est chargé lui-même d'envoyer les autres directement aux adresses [illegible] un nombre considérable d'hommes publics et [illegible] personnages influents, tels que députés, fonctionnaires, [illegible] journalistes, etc. [illegible] impartial du fonctionnement [illegible] contribué à faire tomber bien des préjugés [illegible] des esprits droits [illegible] Le jour où l'on sera parvenu à trouver les [illegible] le Fonds de Propagande française [illegible] l'A. C. F. C. [illegible] un grand progrès aura été accompli [illegible] dans l'Ouest.

* * *

[illegible] congrès de Willow Bunch [illegible] l'A. C. F. C. Le Comité Exécutif a accordé [illegible] toute l'attention qu'elle méritait. [illegible] de l'Association, M. E. Noël, de Prince-Albert, et M. J. A. Roy, de Régina, de rédiger un projet de constitution. Le Comité Central [illegible] ensuite adopté un texte définitif [illegible] à l'étude des cercles locaux depuis le 7 juillet. Dans leur réunion du 16 janvier, les délégués auront à sanctionner cette nouvelle constitution et à examiner les divers amendements qui [illegible]. Comme on [illegible] s'en rendre compte, la nouvelle constitution [illegible] de l'esprit de l'ancienne; elle renferme [illegible] des changements d'ordre secondaire [illegible] développés.

* * *

Le [illegible] congrès avait décidé l'établissement d'un Secrétariat général permanent. Ce [illegible] commencé à fonctionner [illegible] même de la convention de Willow Bunch. Comme il s'agit [illegible] organisme nouveau, [illegible] permis de donner une idée du travail [illegible] plus que l'organisme [illegible] a été désorganisé depuis quelques mois par suite de la maladie de son [illegible] pourrait être [illegible] à faire oublier ses services passés.

L'objet principal du Secrétariat étant d'activer la vie de l'Association en se tenant en contact suivi avec les chefs de districts et les cercles locaux, il s'est donc efforcé d'entretenir leurs bonnes dispositions, de les stimuler au besoin, soit par les circulaires, soit par des lettres personnelles. Un soin tout spécial a été apporté à la correspondance. Chaque fois qu'une lettre demandait une réponse, celle-ci était expédiée, autant que possible le jour même, de sorte que le conseil ou l'encouragement attendu arrivait aussi rapidement que le permettaient les conditions du service postal.

Le 14 septembre 1916, le Secrétariat inaugurait dans le *Patriote de l'Ouest* le "Mouvement de l'A. C. F. C." destiné à promouvoir les intérêts de l'Association, soit en soumettant, dans un bref article, quelques idées générales, soit en relatant ce qui se faisait en vue de l'union nationale dans les divers groupes franco-canadiens. Cette rubrique a été maintenue à peu près chaque semaine pendant près d'un an. Nous croyons pouvoir dire que l'Association a trouvé là une publicité efficace et économique.

Le Secrétariat a en outre entretenu des relations [illegible] avec les sociétés nationales des autres provinces, notamment la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, le Ralliement catholique et français, la Ligue des Droits du français, l'Union Canadienne de Saint-Boniface, le Cercle Laverendrye (A. C. J. C.) de Saint-Boniface, le Cercle Lacombe (A. C. J. C.) d'Edmonton. Nous avons eu la douce satisfaction de travailler la main dans la main avec ces associations sœurs et de les voir approuver et encourager nos initiatives. Rappelons qu'elles ont souscrit généreusement à notre Fonds de Propagande française.

Le Secrétariat est donc un organisme utile, indispensable, mais son chef est essentiellement un homme de bureau qui parle à longue distance. Si, dans la plupart des cas, il n'a pas de peine à se faire entendre, dans d'autres il en va différemment. Il faudrait un homme en chair et en os qui se rende sur place et secoue l'apathie des nôtres. Les têtes dirigeantes de l'A. C. F. C. l'avaient depuis longtemps compris: aussi avait-on décidé, à Willow Bunch, le principe d'avoir un conférencier et organisateur général en même temps qu'un chef de Secrétariat. Malheureusement, les démarches entreprises pour trouver un prêtre à qui confier ces importantes fonctions furent sans résultat, malgré le grand désir qu'avait Mgr l'archevêque de Régina de combler notre vœu. Cependant l'expérience montre de plus en plus que notre organisation restera incomplète tant que nous n'aurons pas remédié à cette lacune. Chaque fois que nous demandons à un cercle local de nous formuler ses desiderata, la réponse est invariablement la même: "Envoyez-nous un conférencier!" Or ce besoin que nous comprenons, nous sommes impuissants à le satisfaire. Les ouvriers ne sont pas assez nombreux pour l'immense champ d'action à exploiter. Tous nous sommes pris par quelque besogne journalière et le poste de conférencier-organisateur, avec les perpétuels déplacements et les fatigues qu'il comporte, exige tout le temps et toute l'activité d'une personne dévouée. Le Comité Exécutif croit sincèrement que l'avenir de l'Association repose en grande partie sur la solution plus ou moins prompte que l'on pourra donner à la question de l'organisateur général.

* * *

Des doléances qui viennent d'être exprimées, il ne faudrait cependant pas conclure que la situation est en quelque sorte désespérée. Une association qui compte à son actif, depuis un an, toutes les entreprises relatées dans ce rapport, est bien vivante et ne peut s'abandonner au découragement. Les cercles locaux eux-mêmes ont plus de vigueur qu'il n'y paraît et plusieurs qui font peu de bruit—pas assez peut-être—n'en poursuivent pas moins un travail méthodique et fructueux. Enfin les idées que nous nous efforçons de propager pénètrent visiblement les esprits, et non pas seulement chez les membres de l'A. C. F. C., mais encore chez toute la population de langue française sans exception. On en a eu une nouvelle preuve éclatante en juin dernier, lors des élections provinciales. Devant la campagne de fanatisme déchaînée par l'opposition, tous les Franco-Canadiens, faisant table rase de leurs opinions antérieures et repoussant tout esprit de parti, votèrent en bloc pour les candidats du gouvernement qui venaient à eux avec un programme de bon sens et de modération. C'est ainsi que nous serons forts en nous tenant étroitement unis, au-dessus des vaines querelles de parti, pour la défense des intérêts franco-catholiques.

Notre réunion annuelle du 16 janvier, bien que dépourvue de tout éclat extérieur, est appelée évidemment à resserrer encore les liens de la grande famille franco-canadienne et à donner un nouvel élan à l'œuvre si importante de notre organisation sur le terrain national. Que tous ceux qui le peuvent se fassent donc un devoir d'y assister. Ils seront les bienvenus à Prince-Albert et le Comité Exécutif de l'A. C. F. C. les remercie à l'avance des sacrifices qu'ils s'imposeront pour la cause franco-canadienne.

LE COMITE EXECUTIF DE L'A. C. F. C.
DONATIEN FRÉMONT, Chef du Secrétariat.

Rapport financier de l'Association Catholique Franco-Canadienne

1916-1917 (août à décembre)

Balance en caisse au 17 août 1916	[illegible]
Contribution des cercles (1917)	178.50
Vente d'insignes	18.00
Intérêt	[illegible]
Total	[illegible]

DEPENSES

Impressions	[illegible]
Salaire du chef de secrétariat	[illegible]
Travail de clavigraphie	[illegible]
Frais de voyage	[illegible]
Timbres	[illegible]
Pour livres	[illegible]
Télégramme	[illegible]
Echange sur chèques	[illegible]
	$191.[illegible]
Remboursement au cercle Jacq. Fish (25 p.c. contribution)	[illegible] 5.25
Cercle de Gravelbourg, leur contribution 1916, créditée et non payée $45.00	[illegible]
	$242.00

FONDS DE PROPAGANDE FRANÇAISE

Recette de la Souscription	$439.25
Intérêt	[illegible]
	[illegible]

DEPENSES

Impression de 5,200 brochures de S. G. Mgr Mathieu	[illegible]
Impression de circulaires, enveloppes, lettres, etc.	28.00
Timbres	[illegible]
Echange sur chèques	[illegible]
Travail d'adressage et de correspondance, enveloppes	[illegible]
	[illegible]
Insignes dans les cercles 520 à 27 sous	[illegible]
Insignes en mains, 1,229 à 25 sous	[illegible]
Insignes en ivoirine en mains [illegible]	[illegible]
	[illegible]

ACTIF

Balance en caisse	[illegible]
Fonds de Propagande	[illegible]
	$[illegible]
Par insignes	115.60
Grand Total	$1,110.[illegible]

11 Décembre 1917

J. P. DAOUST,
Secrétaire-Trésorier.

BAPTISTE SE FIRE [illegible]

Madame Baptiste, [illegible] couvert de poussière! Voilà [illegible] quinze jours qu'il [illegible] épousseté.

Baptiste [illegible] Madame, [illegible] je ne suis [illegible] depuis *huit jours* [illegible]

Dans la présente lutte électorale, dit le Droit, il est futile de se le dissimuler, c'est la lutte de l'influence française et canadienne, contre l'influence orangiste et impérialiste. C'est le choc des idées canadiennes contre les idées étrangères importées dans notre pays. C'est le régime de la tyrannie contre le régime de la liberté.

Si les éléments qui constituent la quintessence du parti unioniste triomphent aux prochaines élections, on peut s'attendre à toutes sortes de mesures vexatoires comme certaines correspondances parues dans les journaux anglais de la ville l'ont fait pressentir.

On a cru, en certains milieux, que le moment était venu de tenter un grand effort pour effacer d'un coup toutes les garanties que donne l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord et de rédiger une nouvelle constitution qui ferait du Canada un pays unilingue, avec une seule religion et un seul idéal, l'idéal anglo-saxon.

* * *

Le district de la rivière la Paix fournit de 2,500 à 3,000 minots de blé chaque jour aux élévateurs d'Athabaska.

Pourquoi je suis contre la conscription

Extrait d'un discours prononcé à Howell, comté de Humboldt, par R. Denis, un Français des vieux pays.

La lutte électorale qui va se livrer bientôt, roulera à peu près entièrement autour de la question de conscription; et cette lutte sera d'autant plus pénible que ceux qui se permettent de combattre le gouvernement d'union et son œuvre de conscription sont accusés de trahison, de déloyauté.

Messieurs, sur ce terrain, je suis bien à l'aise pour parler: la plupart des membres de ma famille sont encore en France: beaucoup d'entre eux sont dans les tranchées, face à l'ennemi. Mes meilleurs amis sont tombés, semant leur sang, sur les routes de Charleroi, de la Marne, de Verdun. C'est vous dire que je désire ardemment le triomphe des alliés, que je souhaite de toutes mes forces la victoire de ma patrie, et cependant je suis opposé à la loi de conscription.

J'y suis opposé, parce qu'elle ne répond pas aux besoins des alliés, j'y suis opposé parce qu'elle entrave la culture du sol, et qu'elle diminue la production agricole du Canada; à l'heure même, où cette question de rendement agricole est pour les alliés, la première et la plus importante de toutes les questions.

Car ce que les alliés attendent de nous, ce ne sont pas seulement des hommes, c'est avant tout, du pain.

L'Angleterre, qui par ses finances et sa marine, a rendu aux alliés des services inappréciables, et dont la magnifique armée n'est encore qu'au début de son effort militaire, a à sa disposition d'immenses réserves. L'Italie qui a mobilisé trois millions d'hommes, n'en avait encore que 600.000 au front, le mois passé. Les Etats-Unis enfin, avec leur énorme population doivent jeter sept millions d'hommes dans la lutte, avant d'égaler l'effort Canadien.

Et je ne parlerai pas du Japon, qui, plusieurs fois déjà a offert ses hommes aux alliés; mais que ceux-ci pour des raisons diplomatiques ont cru devoir refuser.

C'est à dire, que les alliés disposent de réserves sinon inépuisables, du moins fortement supérieures aux réserves dont peuvent disposer les Empires du Centre. Et dans ces conditions quel sera l'appoint militaire apporté par cent mille Canadiens de plus dans une mêlée qui compte des millions et des millions de combattants. Rien, une goutte d'eau dans l'Océan, et pour cette goutte d'eau on va imposer une mesure qui ruine le pays, désorganise la production et prive les alliés de ce dont ils ont le plus besoin: du pain.

Pas une seule voix autorisée en Angleterre, pas même en France, cette France dont l'effort magnifique a soulevé l'admiration du monde, aucune voix autorisée dis-je n'a fait même une allusion, au manque possible d'hommes.

En revanche, Lloyd Georges, le premier ministre anglais disait dans une récente occasion: "Pour résister, il nous faut produire et importer; et pour importer, il nous faut des navires c'est pourquoi, si l'on me demandait ce qui est le plus nécessaire pour gagner cette guerre, je dirais: des navires, encore des navires, toujours des navires." Ce ne sont donc pas des hommes que Lloyd George demande.

Et le ministre des Affaires Etrangères en Italie disait de son côté. "Nous ne pouvons pas développer toute notre force militaire, parce que nous ne pouvons plus soutenir la tension économique qui résulte de notre mobilisation.

"Il faut qu'on le comprenne, pour que nous puissions soutenir notre effort militaire, il faut qu'on nous fournisse les moyens de vivre d'abord, de nous battre ensuite."

Ecoutez encore, le ministre Français du ravitaillement, M. Long, qui doit savoir ce dont il parle.

"Pour soutenir l'effort du début dit-il, nous avons dû mobiliser tous nos hommes, mais l'agriculture en fut ruinée, et alors que la récolte moyenne était avant la guerre de quatre cents millions de minots de blé, elle n'est plus que de cent quatre vingt millions. La récolte des pommes de terre est aussi déficitaire, et le troupeau national est réduit dans des proportions alarmantes. C'est à dire que la situation est inquiétante, et que les seuls pays sur lesquels nous pouvons compter pour nous alimenter sont les Etats-Unis et le Canada."

Les journaux unionistes eux-mêmes, tous les jours, font ressortir la gravité de la situation économique, et nous demandent un effort énergique pour nourrir les alliés. Le contrôleur des vivres publie des appels aussi longs qu'inutiles, et le gouvernement de la Saskatchewan organise une campagne pour stimuler l'élevage des porcs; sans sembler se douter que pour élever des porcs il faut du grain, il faut de la main d'œuvre, cette main d'œuvre si rare, que l'on veut raréfier encore.

Dans cet auditoire qui m'écoute, il y a un bon nombre de Français, et de Belges; c'est à eux que je m'adresse. Tous, comme moi vous recevez des journaux de là-bas; vous recevez des lettres de vos familles, dites moi donc si de partout vous ne recevez pas le même refrain. Et ce refrain, c'est celui-ci: "Avant de nous envoyer des hommes, envoyez-nous du pain, de la viande, du beurre, des œufs, c'est-à-dire de quoi vivre, de quoi lutter, de quoi nous battre."

Et c'est au moment où de partout, partent des appels aussi pressants, au moment où tout le monde sait que cette guerre n'est pas seulement une guerre d'hommes, mais surtout une guerre de résistance économique, au moment enfin ou les Etats-Unis prenant leur part du fardeau s'apprêtent à jeter dans la mêlée leur premier million de soldats, c'est ce moment dis-je que l'on choisit pour imposer une loi contraire aux intérêts du pays, contraire aux intérêts des alliés, une loi que rien ne justifie.

L'on dit parfois que cette loi ne nuit pas à la culture, et que les fermiers sont exemptés. Messieurs dans notre région, et je suppose que ce n'est pas la seule, la plus grande partie des exemptions ont été accordées pour trois et six mois, et on a eu le soin de nous avertir que ces exemptions pouvaient être supprimées du jour au lendemain. Dans ces conditions quel est le jeune homme assez courageux pour aller ensemencer son terrain alors qu'il sait que son exemption expire le 15 mai, quel est le fermier qui va engager un homme, alors que cet homme lui sera peut-être enlevé dans le milieu des semences. Ils seront bien rares Messieurs et l'on peut dire que l'un des effets de la loi de conscription sera de laisser improductif des milliers d'acres de terrain qui sans elle auraient été semés.

Et quand bien même les semailles se feraient mieux qu'on l'ose espérer, qu'arrivera-t-il aux moissons et aux battages? Ces moissons et ces battages qu'en temps ordinaire, nous avons déjà de la peine à faire convenablement; qu'arrivera-t-il si l'on nous enlève de l'Ouest 15 ou 20 mille hommes; si l'on enlève des provinces de l'Est trente ou quarante mille hommes: les mêmes peut être qui, annuellement venaient nous aider à faire nos battages? Il arrivera que des millions de minots de blé resteront dans le champ; pendant que là-bas sur le front et à l'arrière, des millions de personnes, et parmi elles, nos soldats souffriront de la faim, parce que, à cause de la loi de conscription, nous aurons failli à notre devoir qui est de leur assurer la nourriture.

Ah Messieurs la question est grave; elle dépasse de beaucoup l'importance d'une lutte électorale ordinaire, et quels que soient nos attaches de parti, nous devons envisager avant tout et par dessus tout les moyens à notre disposition pour donner aux alliés une aide efficace et effective.

La victoire de l'Allemagne, de cette Allemagne qui par ses cruautés barbares, s'est mise hors la civilisation serait un malheur non seulement pour l'Europe, mais pour le monde entier: et pour le Canada, une calamité. Et c'est pour éviter cette calamité c'est pour donner aux alliés ce qu'ils attendent de nous, que nous devons voter contre la conscription, que nous devons voter pour les candidats de Laurier afin de lui fournir les moyens de mettre son programme à exécution, et de placer le Canada sur une base réelle de guerre.

N.B.—Les Français et les Belges qui étaient présents à cette assemblée approuvèrent l'orateur, et tous sans exception tinrent à verser leur obole pour le fonds électoral du parti libéral. Et cependant ils savent ce qui se passe là-bas, et ils sont bien aussi patriotes que le baron Flavelle, Sifton, ou Bob Rogers, mais voilà: le sort des gros profiteurs de la guerre, de ceux qui s'enrichissent à même le sang de nos soldats, ne leur importe guère à eux: ils sont patriotes tout court, et c'est assez.

M. Calder à Prince-Albert

M. Calder, ministre de la colonisation et de l'immigration, est venu mercredi soir à Prince-Albert nous donner les raisons de son entrée dans le cabinet d'union.

La foule qui était venu l'entendre remplissait tout le théâtre Empress, 300 personnes environ.

Il faisait très froid ce soir-là et ce n'est guère l'enthousiasme de l'assemblée qui eut pu réchauffer la température. Il pouvait y avoir de cinquante à soixante personnes dans la salle pour applaudir aux passages convenus. Les autres n'ont pas bougé de toute la serrée. Ils ont cependant écouté avec un calme impassible jusqu'à la fin. C'est dire que la ferveur impérialiste n'est pas extrêmement communicative par ce temps de fièvre électorale.

Cette assemblée silencieuse, en somme, est peut-être assez significative de ce que les unionistes redoutent tant: le grand vote silencieux de la masse du peuple au jour de l'élection, lundi prochain.

M. Calder a-t-il réussi à convaincre son auditoire qu'il avait bien fait de barquer dans la galerie unioniste? La foule ne lui a guère donné de réponse, à moins toutefois que le silence respectueux en soit une. M. Calder avait raison de dire au début que nous vivons en des temps étranges.

Son plaidoyer était habile, développé d'une façon assez logique, mais posé sur une base absolument fausse, et la foule a semblé s'en apercevoir. Son appel s'adressait surtout aux libéraux et portait parfois de rudes bottes aux conservateurs, mais peut-être pas une seule fois il n'a paru tenir son audiauditoire dans sa main. Pourtant M. Calder est un bon orateur et il doit avoir connu d'autres succès.

Quelqu'un disait à la sortie: "Il y avait là beaucoup de gens qui ne voteront pas pour le candidat unioniste". Celui-là trouvait aussi que l'accueil avait été plutôt froid. S'il n'y avait pas eu quelques chauds unionistes disséminés ça et là dans la salle, toute l'affaire eut ressemblée à un enterrement de première classe. *Le Herald* dans son compte rendu constatait que l'assemblée paraissait *"in a serious mood"*. C'est à peu près cela et il ajoutait que des femmes se sont mises à pleurer. Est-ce assez funèbre, voyons!

C'est que nous sommes en guerre et que l'on ne semble pas s'en rendre compte. Il fallait que M. Calder, néophyte de l'unionisme, vint nous le dire avec toute la ferveur et aussi un peu la gaucherie du néophyte. Il n'y a plus que la guerre qui compte. Tout le reste c'est de la bagatelle et de l'enfantillage. Il n'y a qu'une chose à faire: envoyer des hommes et encore des hommes au front. Rien des problèmes du Canada, rien du secours réel que les Alliés attendent de nous, rien de la nécessité de la production agricole pour empêcher les peuples de mourir de faim. Ce sont les cent mille recrues canadiennes qui vont gagner la victoire et faire enfin avancer les troupes sur Berlin. S'il n'y a pas de conscription tout est perdu (ici les femmes laissent tomber une larme sur leur tricotage); s'il n'y a pas de conscription, les Allemands vont venir bombarder Halifax et le Canada va être cédé aux Allemands comme autrefois le Canada français fut cédé à l'Angleterre et devint colonie britannique (ici les jingoes, cousins des Boches, applaudissent au souvenir de cette bonne petite conquête sur les French).

Dans la dernière partie de son discours M. Calder s'évertue à prouver que le gouvernement Borden n'est plus le gouvernement Borden, parce que lui Calder en fait partie avec une demi-douzaine d'autres qui ont sué sang et eau avant de faire le plongeon; parce que les premiers ministres provinciaux, excepté celui de Québec, ont dit amen au gouvernement unioniste; parce que 90 pour cent des journaux appuient le gouvernement unioniste et comme on objecte qu'ils ont bien pu être acheté il se garde bien de ne pas choisir des exemples d'application trop locale.

Le député soldat Turner a déridé un eu l'auditoire par quelques bonnes histoires.

Si M. Calder n'était pas devenu Ministre

M. Calder, l'un des piliers du gouvernement unioniste, avait juré la mort de tous les gagne-la-guerre tories avant de s'acoquiner avec eux.

Son plan de campagne, lors de la convention de Winnipeg, était d'abord de fonder une grande revue libérale hebdomadaire et se li-

XID

vrer à d'énergiques attaques contre:—1o Le groupe financier de Toronto: 2o Les accapareurs de vivres et les profiteurs de guerre: 3o Les scandales des fournitures de guerre. 4o La conspiration Sifton-Bourassa! 5o L'incompétence de Borden; 6o Le gaspillage et l'extravagance.

Il voulait démontrer que c'est la soif de l'or et non le patriotisme qui est l'influence directrice de Borden et de ses amis.

Mais M. Calder est aujourd'hui ministre: le fier Sicombre adore tout ce qu'il avait voulu brûler.

Visite du Gouverneur Général à Régina

La ville de Régina a eu la semaine dernière l'honneur de recevoir la visite du Gouverneur général. Son Excellence le duc de Devonshire. Le gouverneur a fait visite aux principales institutions de la ville, notamment à l'hôpital des Sœurs Grises, où il fut accompagné par Sa Grandeur Mgr Mathieu, le maire de la ville et quelques membres du clergé. Après avoir salué les Religieuses, il passa à travers les différentes salles de l'institution, disant un bon mot aux malades.

A LA GARE.

Lui—Si tu n'avais pas mis si longtemps à t'habiller, nous n'aurions pas *manqué* le train.

Elle—Et si tu m'avais moins pressé, nous n'aurions pas eu à *attendre* si longtemps le prochain.

TOUT SURPRIS

Le Président.—C'est la dix-septième fois que vous comparaissez pour vagabondage. C'est navrant!

Le Vagabond.—Je ne pensais pas, mon président, que ça vous ferait autant de peine.

DEFINITION

Hypocondrie—Spleen l'Ancien.

Neurasthénie—Splen le Jeune.—Ed. Le Berquier.

Les Centres Franco-Canadiens

SERVICE SPÉCIAL DU "PATRIOTE DE L'OUEST"

WILLOW BUNCH, Sask.

[illegible]

...gent des terres. Tous deux se feront un plaisir de donner à qui de droit tous les renseignements voulus.

—L'Hon. M. Calder, de passage dans la paroisse le 28 novembre, a tenu une assemblée politique dans la salle St Jean-Baptiste. Il a été l'objet d'une réception plutôt froide. Des personnes présentes les neuf dixième, pouvons nous dire, lui paraissaient hostiles. Le gouvernement d'union, récemment replâtré, ne dit rien qui vaille aux électeurs de cette région.

ARBORFIELD, Sask.

Mort subite.—Madame Célina Lasser est décédée soudainement samedi [illegible] décembre, sans avoir eu le temps de recevoir les secours de la religion. On l'a enterrée lundi matin, 3 décembre.

MM. Paul, Etienne Hatton, Eugène, Noël, Arthur Hamon, Amable, Albert et Arthur St-Amand, Peter et Rosario [illegible], Léonel Guérin, sont [illegible] pour les chantiers de [illegible] où ils passeront une partie de l'hiver.

M. Julien Mollie est revenu dernièrement de St-Brieux, Sask., où il travaillait aux battages.

M. Luc Hadon s'est bâti une jolie maison sur la terre [illegible] [illegible]. Il s'y est installé la semaine dernière avec sa famille.

Une institutrice anglaise, Mlle [illegible], a été [illegible] comme maîtresse d'école dans le [illegible] [illegible]

[illegible]

GRAVELBOURG, Sask.

[illegible]

qu'il leur a fallu débourser, n'espérant en retour que l'escompte du grand capitaliste qui s'est engagé à payer toujours au centuple.

Dès les premiers jours, sa Grandeur Mgr Mathieu nous faisait l'honneur de prendre part à cette fête de famille.

En compagnie du Rév. Père Maillard il visita plusieurs fois la salle du bazar, ornée alors de sa plus belle parure.

Longtemps on se souviendra des bons conseils de notre vénérable évêque, surtout celui de savoir conserver en dépit de tout notre religion et notre belle langue française.

Pendant toute la semaine deux candidates ont rivalisé de zèle pour rapporter aux Révérendes Sœurs le plus gros montant possible.

L'heureuse gagnante, Mlle Lebrèche, ne l'a remporté sur Mlle Bachand que de quelques piastres seulement. L'une avait la somme de $1,990.00; l'autre $1,910.00; somme énorme qui fait dire pour une fois que la défaite est aussi glorieuse que la victoire.

Au terme du bazar, ce ne fut pas sans émotion que notre bon curé le R. P. Maillard, gérant de la banque céleste, remercia la paroisse du montant inespéré de $7,000.00 perçu pendant la semaine. Ne peut-on pas dire que ce résultat est unique dans les annales des bazars ?

Les Révérendes Sœurs de Jésus-Marie, réitèrent leurs remerciements à Sa Grandeur Mgr Mathieu, si justement nommé "l'apôtre infatigable des œuvres religieuses et nationales", au Rév. Père Maillard, pasteur plein de sollicitude pour son nouveau troupeau, aux dames du comité qui sans compter avaient emporté des ailes pour aller plus vite, et aux dames et messieurs qui ont ouvert, sans compter, leur cœur et leur bourse au profit de [illegible]

[illegible]

PONTEIX, Sask.

[illegible]

Le dimanche, la chorale exécutait avec distinction une belle messe en musique qui honore le chœur tout entier, mais surtout ses dévoués directeurs et ses habiles organistes.

Après le salut, chanté aussi en musique, Mgr a béni l'hôpital qui sera ouvert dès l'arrivée d'un chirurgien et de nouvelles Sœurs, celles du couvent étant trop occupées déjà par leur centaine d'élèves.

A 6 hrs un splendide banquet, parfaitement organisé par Mmes Ramville et Beland ainsi que M. Feret, réunissait en famille plus de 400 convives. Au dessert des discours plein de verve furent prononcés par M. Gillis au nom de la population anglaise, puis M. Marcotte au nom des français, par Mgr qui répondit avec un à-propos saisissant et par M. le curé qui adressa à tous les plus sincères remerciements.

Les trois jours suivant se tint le bazar annuel. Président, Mme A. Laboiron; Vice-présidente, Mme O. Ste Marie; Secrétaire, Mme Marcotte; Comptable, M. Jessop, gérant de la Banque d'Hochelaga.

Les deux candidates étaient Melles Eveline Liboiron et Yvonne Ferland, la première apportant $29 dollars et la seconde $67.

Le rapport du bazar est nommé à $2,800. C'est un peu moins que les années précédentes, mais ce résultat n'en publie pas moins la générosité des paroissiens de Notre-Dame, si l'on songe que quelques semaines auparavant ils avaient donné $4,000 pour leur église, qu'ils avaient largement souscrit au fond patriotique, organisé la Croix Rouge, contribué au Secours Belge, et, la veille même, aidé une grosse paroisse qu'on n'aurait pas soupçonné avoir besoin des autres, et dont les quêteuses couvrèrent en quelques heures [illegible] dans les rues de Ponteix.

Sépultures.—[illegible], enfant d'Arthur Thibault, 15 mois, mort accidentellement.

Mlle Sylva Bedard, morte en visite chez des parents [illegible]. Couronne de [illegible] grand'messes offerte par les [illegible] de la famille.

Baptêmes.—Joseph-Félix [illegible] Montigny, Joseph-Louis de Montigny, [illegible]

Marie-Léontine [illegible]

Marie-Ange [illegible]

Léonil-Raphaël [illegible] de l'année.

Extrait d'une lettre de M. l'abbé Kugener, ancien curé de Dollard à M. Feret de Ponteix, [illegible]

"...[illegible] [illegible]

Je ne vous dirai rien du Canada, je ne sais à quoi attribuer ce silence de mort observé sur toute la ligne: depuis très longtemps, je n'en ai rien reçu, ni de Dollard, ni de Régina, ni d'ailleurs".

Une nouvelle qui ne surprendra pas les amis du P. Kugener, mais que nous sommes heureux de communiquer est la suivante.

Ordre du jour du Régiment No. 150. Kugener, Henri François, soldat brancardier. Très bon soldat-brancardier courageux et dévoué. Au front avec le Régiment depuis le 1er mai 1915, a assuré son service dans des circonstances parfois très difficiles, a toujours fait bravement son devoir. Plein d'entrain et d'activité, a toujours été un modèle de dévouement pour ses camarades". Attribution de la Croix de guerre!

Donc si nous avons la joie de revoir M. l'abbé Kugener nous verrons sur sa poitrine la distinction bien méritée des braves.

MONTMARTRE, Sask.

—Le 27 novembre M. Elp. Perron conduisait à l'autel Mlle Eva Gratton. Les témoins étaient MM. L. Perron, père du marié et G. Gratton frère de la mariée. C'est M. l'abbé J. O. Rioux qui a donné la bénédiction nuptiale, et chanté la grand'messe pendant laquelle il y eut chant et musique. Aux nouveaux époux vont nos souhaits de bonheur et prospérité.

—M. et Mme G. Gratton sont partis pour le Montana en compagnie de M. et Mme Taillon, venus en promenade. Le trajet se fait en auto. Bon voyage !

—M. le curé J. A. Therriault était à St. Boniface la semaine dernière en vue des plans de la future église que l'on construira au printemps prochain.

—M. et Mme W. O'Shaughnessey ont fait l'acquisition d'un gros garçon baptisé le 28 novembre sous les prénoms de Jean-Marie. M. et Mme Ern. O'Shaughnessey, grands parents de l'enfant ont été de cérémonie. Nos félicitations.

Le cercle de l'A. C. J. C. a tenu son assemblée générale le 3 décembre. Après avoir entendu les rapports très satisfaisants du secrétaire et du Trésorier pour 1917 on a procédé à l'élection des officiers pour 1918. Des discours ont été prononcés par MM. Ecarnot, Boyer et Breton. Voici les officiers choisis: M. l'abbé Therriault, chapelain et président-honoraire. M. Chs Ecarnot, président; M. Ernest O'Shaughnessey, vice-président; R. Bilodeau, secrétaire; J. Levesque, trésorier; directeurs, MM. Chs Levesque, Max. Coupal, J.-B. Ferraton, Aug. Van de Velde; Mmes W. Coupal, G. Gratton, L. Perron et Mlle Faubert.

—Aux élections municipales pour le village le 3 décembre, ont été élus par acclamation: MM. A. F. Breton, Aug. Hiffener, Nap. Bellemare; pour la municipalité rurale, M. Bernard Colleau a été réélu préfet, ainsi que les conseillers suivants: MM. J. Perras, père, J. Perras, fils, J. L. Warren, P. Sauvé, Martin Giard. M. Tom Taylor fait la lutte à M. J. Malach pour la division No. 1.

Deux pétitions ont été envoyées aux autorités de Régina démontrant la nécessité de retenir autant d'hommes que possible pour la culture déjà affectée dans ce district par le manque de main-d'œuvre.

—Ont assisté à la convention libérale de Weyburn: MM. Chs Ecarnot, J. A. Boyer, A. F. Breton, Nap. Bellemare, L. Ph. Côté, E. O'Shaughnessy, Ned. Hiffener. Ces messieurs ont appris à cette convention que le gouvernement unioniste Borden avait trouvé son homme pour représenter ce comté et qu'il était inutile d'en trouver un autre, qu'il serait battu par la machine, etc. Drôle de démocratie dans ce pays libre!... Espérons que les autres comtés seront plus heureux que nous.

—M. Ludger Perron vient d'acheter la résidence de M. W. Sherling.

—M. R. Lachambre a loué une partie de la ferme de M. Max. Coupal.

—M. et Mme Urgel Richot, de St Norbert, Man., étaient de passage ici cette semaine.

DELMAS, Sask.

—M. L. A. Delorme, Vice-président de la Compagnie le Comptoir Agricole de Winnipeg a passé quelques jours parmi nous dans l'intérêt de la Compagnie et les fermiers ont décidé de bâtir un élévateur au printemps.

—Nous sommes peinés d'apprendre la grave maladie de Mme J. Poitras et lui souhaitons un prompt rétablissement.

—M. Marquis de Marcelin est en promenade pour quelques semaines chez sa sœur Madame B. Chassé.

—La partie de Cartes donné par les dames de la Croix Rouge a été un véritable succès: comme toujours la générosité de nos gens n'a pas manqué.

Les heureux gagnants des prix offerts par Mme J. A. Roy et M. Laurier Bellavance furent Mlle A. Lavallée et M. Victor Rivard. Pour finir la soirée M. Geib fut très applaudi dans une conférence sur "l'Œuvre de la Croix Rouge."

Le Comité des dames est à préparer une jolie représentation pour le 23 décembre. Le bonhomme "Noël" profitera de l'occasion pour venir lui même distribuer les cadeaux aux bons enfants du village.

—Bien que nos fermiers n'aient pas été favorisés d'une bonne récolte plusieurs se paieront un voyage dans l'Est cet hiver: sont déjà partis M. J. A. Prince, Mme Gareau et son fils, Mme E. Héon, Mlle Duval, Herménégilde Alain.

—De passage parmi nous ces jours derniers M. Daoust de Prince-Albert, M. Jones de Nord Battleford, M. J. Poitras de Saskatoon.

—*Naissances.*—M. et Mme Jos. Normandeau, une fille Lauttienne.

M. et Mme E. Chaput, une fille

RICHARD, Sask.

LE PREMIER DISCOURS DE JACK

Nous sommes au 29 novembre, le soleil, ce matin, s'est levé un peu embrumé, il y a forte apparence de neige. Jusqu'à 9 hrs du matin les citoyens de Richard semblent comme d'habitude attendre les événements avec leur flegme habituel.

Entre neuf heures et la demie arrivent à Richard quelques automobiles, quelques "buggies" attelés de gros chevaux, ou encore quelques wagons traînés résolument par des bœufs; d'autres se rendent à cheval et même à pied, et ce sont des "bonjours" des comment "vas-tu" et toi Dick toujours bien? Hello Harry, es-tu venu à pied ou à cheval"? etc., etc.

Mais que viennent donc faire à Richard toutes ces gens de différentes nations et de différents langages? Ils sont si nombreux sur "Railway Ave" que l'on se croirait transporté aux jours de la Construction de Babel; nous entendons de l'anglais, du français, du suédois et du galicien. Sur un autre coin de rue des métis et quelques Sauvages s'entretiennent entre eux dans leur langue maternelle, etc., etc.

Eh bien! votre correspondant va vous le dire: C'est la première assemblée de notre candidat, Charles Comerford, libéral lauriériste, qui veut être élu pour aller à Ottawa défendre le programme du vieux Chef.

L'assemblée a lieu à la salle Municipale à deux heures de l'après-midi. Dès une heure, la salle est déjà remplie; à deux heures moins le quart, la salle est archicomble et messieurs les orateurs arrivent à deux heures précises, pilotés par M. Emile Richard, fondateur de notre ville et grand organisateur du parti libéral dans notre comté. Il fut excessivement difficile aux nouveaux arrivés de se frayer un chemin jusqu'à la plate-forme réservée au candidat et ses amis, heureusement, Jack était là, et grâce à sa force phénoménale, il fut enfin possible d'arriver au lieu desiré. Vous connaissez Jack n'est-ce pas? Au cas que vous n'ayez pas fait sa connaissance, permettez-moi de vous le présenter, c'est un colosse Ecossais, six pieds et deux pouces, tout jeune, trente-trois à trente-cinq ans et encore "*bachelor*"... Certainement, Jack, malgré son imposante stature est le meilleur garçon du monde, il rit toujours et est ami avec tous.

[illegible] que Jack vien de céder aux dignitaires, il lui a été possible de se trouver une petite place sur l'estrade; il en semble tout fier!

L'assemblée commence: M. Richard présente notre candidat M. Comerford. Ce dernier expose sa politique, qui est celle de Laurier, d'une manière satisfaisante. Quelques autres se font entendre, et l'auditoire qui les écoute semble se partager: les uns applaudissent et sont en faveur d'un changement; les autres (ce sont les plus nombreux) veulent la guerre à tout prix, à tout sacrifice: donner à l'Angleterre jusqu'au dernier sou, jusqu'au dernier homme; voilà leur politique.

Au milieu de ce tumulte, une voix crie: "Jack, fais-nous un discours". Les assistants d'arrêter leurs discussions, de rire, de se frapper dans les mains et de crier, "Jack, tu es sur le [illegible], fais ton *spitch*."

Jack s'excuse, rougit, et ne sait tout d'abord que répondre: "Je ne suis pas orateur", dit-il, je ne suis pas allé à l'école [illegible] en avait pas et..."

"[illegible], s'écrie une malheureuse voix, [illegible] qu'un "*slacker*". Jack pâlit, et [illegible] sa taille immense, s'avance d'un pas mesuré sur le devant de l'estrade qui craque sous ses pieds et commence de cette voix mâle et fébrile particulière aux enfants de l'Ouest...

Monsieur le Président, Messieurs:

Vous n'exigez pas de moi, je l'espère, un discours aussi bien exprimé que ceux des messieurs les orateurs qui m'ont précédé, mais tout fermier que je suis, cela ne m'empêche pas d'aimer mon pays autant que n'importe qui et assurément plus que le sale individu qui se cache au milieu de la foule pour me traiter de *slacker*.

Je viens de l'autre côté de l'Océan: je suis aussi "*Britisher*" qu'on le peut être, mais pour tout cela, je dois aussi beaucoup au Canada.

Je crois que nous, les importés, nous sommes dans les mêmes conditions qu'un homme qui laisse son *home* pour se marier. Est-ce que cet homme n'est pas plus obligé à la famille qu'il vient de créer qu'à celle de sa mère? Trouveriez-vous juste, que, malgré toutes les obligations que comporte une famille, il laisse sa femme et ses enfants sans pain pour aller au secours de sa mère qui se serait mise dans une mauvaise position sans le consulter d'aucune façon? Non, n'est-ce pas!

Je ne vous apprends rien, je crois, en vous disant que, si les quelques individus anglais ou allemands, grands manufacturiers de canons ou d'obus avaient été mis au pénitencier pour leur vie ou pendus haut et court six mois avant la déclaration de la guerre, nous n'aurions jamais eu ce conflit des nations. De même, au Canada, si les cavernes de voleurs que l'on appelle la Bourse de Montréal ou de Toronto avaient été supprimées, et les pensionnaires envoyés en prison, notre pays serait beaucoup moins impérialiste. De même, si le gouvernement avait aboli tous les profits de guerre, s'il avait forcé tous les millionnaires à manufacturer les obus pour rien ou pour un profit raisonnable; s'il avait forcé un Flavelle à vendre son "*bacon*" à un prix ordinaire, et les autres à travailler non pour leur poche mais pour le Canada; si le gouvernement avait empêché Ministres et députés d'être en sous-mains les plus grands profiteurs de guerre; s'il eût fait tout cela, je vous le dis, moi, que vous trouveriez beaucoup moins d'individus "win-the-war" et j'ajoute, qu'ils seraient rares les messieurs qui se promèneraient à travers les provinces de l'Ouest, brandissant le drapeau britannique en disant qu'il faut lutter jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou.

Il y a de ces individus qui accablent d'insultes d'autres qui ont pleine connaissance de ce qui se passe et qui songent sérieusement aux tristes et infaillibles conséquences de cette guerre.

Quand nous serons tous conscrits, y avez-vous pensé, vous messieurs les insulteurs? Vous savez pourtant, que vous, les pionniers de ce pays, on vous forcera à quitter votre foyer pour mettre l'épaule à la roue afin d'apporter d'autres millions aux profiteurs de guerre et cela, pendant que les étrangers Doukhobors et autres pourront tranquillement continuer à grossir leur bosse.

Cela vous fait sourire, eh bien, voyons! Je suis avec vous; soyons impérialistes, soyons "win-the-war", soyons soldats, courons de l'autre côté de l'Atlantique défendre notre mère-patrie; allons tous, Anglais, Ecossais, Français, marchons à la victoire. Et après?.... après?... Réfléchissez... (silence absolu dans la salle).

Pendant que vous serez à vous faire casser le nez par les Boches il faudrait tout de même que les terres soient cultivées. C'est le premier ministre et le contrôleur des vivres qui le disent. Et quel est le cri des pays en détresse? "(A manger! à manger!") Songez-y, messieurs les impérialistes... Les premiers du gouvernement, nos millionnaires d'occasion, ne vous figurez pas qu'ils vont prendre place derrière votre charrue. Non, messieurs, le gouvernement passera un tout petit "*bill*", (ça lui est très familier les petits bills), pour mettre messieurs les Doukhobors et messieurs les Galiciens en possession de nos terres, de vos terres, de vos terres que vous avez défrichées au prix de toutes sortes de fatigue et de privations.

Et quand vous reviendrez après deux ans ou cinq ans d'absence tout crochus, bossus, aveugles, boîteux ou manchots, vous aurez le plaisir de descendre du train à la gare "Richardinsky" car le gouvernement aura eu besoin pour plaire aux nouveaux habitants de la contrée et se faire réélire de nouveau de galicianiser le nom de notre vénéré fondateur, M. Emile Richard. Heureux encore, si en descendant à "Richardinsky" vous n'apprenez pas, que, lassée de vous attendre, votre fiancée s'appelle maintenant Madame Roumniscoff, ou que votre fille, fascinée par les succès de ces étrangers, s'est mariée à Monsieur Birborno.

Je m'aperçois, messieurs, que ces quelques dures vérités vous rendent un peu songeurs, et j'en profite pour vous inviter au dix-sept décembre prochain à penser un peu plus au Canada qu'à l'Angleterre et à vous et à vos compatriotes qu'aux gens qui veulent vous éblouir par de grands discours tout "peinturés" de patriotisme d'occasion et du drapeau de la patrie.

Oui, messieurs, votez en canadiens, votez en patriotes en votant pour le candidat lauriériste et vous pourrez dire en célébrant la victoire du dix-sept décembre: "J'ai fait mon devoir et tout mon devoir"...

Merci messieurs. Et Jack, de son même pas tranquille et mesuré, reprit sa place à l'arrière de l'estrade, pendant que messieurs les impérialistes, la tête basse et l'air songeur, défilaient de la salle et que les vrais Canadiens félicitaient et criaient des hourras pour notre bon gros Jack.

JEAN RIEUR.

MARCELIN, Sask.

Les deux candidats de Nord Battleford, Long et Comerford, sont passés à Marcelin à quelques jours d'intervalle. Ce que M. Long a dit aux quelques Unionistes présents, ils étaient une quinzaine, je l'ignore.

Mais le libéral Lauriériste, M. Commerford, accompagné de M. McManus, a eu une belle assemblée enthousiaste de 60 Canadiens français et d'une vingtaine de personnes de langue anglaise. Disons qu'il n'y a pas un Borden ici à 20 milles à la ronde.

Le premier à adresser la parole après le discours de M. Isaie Lalonde, président, fut McManus, grand Irlandais, dans la soixantaine, et plein d'esprit.

"Je vais vous dire quelques mots en français, en votre belle langue que j'ai apprise des canadiens des provinces maritimes. C'est là que je suis né.

"C'est malheureux, dit-il, que les anglais ignorent tant votre langue, langue officielle du Canada. Ce qui est certain c'est que si les anglais avaient mis à apprendre le français le temps qu'ils ont dépensé en vain à vous enlever votre langue ils ne s'en porteraient pas plus mal et pourraient vous apprécier et vous estimer".

L'orateur donne crédit à Marcelin, du fait qu'il y a dans le comté un vrai libéral pour candidat. Nous cultivateurs, Canadiens, enfants du Canada, *quand nous venions en ville, nous nous* faisions appeler traitres et déloyaux par une poignée d'unionistes, anglais pour la plupart des vieux pays, parce que nous ne voulions pas, dans notre *cœur*, de Borden, de Bob Rogers, de Sam Hughes replâtrés d'un Calder, d'un Rowell ou Carvell. Nous ne savions quoi dire ni que faire sous la vague Unioniste, lorsque des Canadiens français de Mar*celin nous* ont crié: Vive Laurier, à bas les voleurs d'élections, les voleurs du trésor public. En effet que sont ces Unionistes, qui, pour cacher les crimes d'un régime pourri de six ans, viennent en appeler au peuple avec ces seuls mots: win-the-war. Leur patrie est l'Angleterre pour le temps de la guerre, la patrie du peuple Canadien sera le Canada défoncé.

Leur reproche-t-on leurs crimes? Ils vous répondent: "pas de cela, il s'agit de gagner la guerre" et Borden seul peut le faire et l'on agite l'Union Jack.

Ça me fait penser dit notre homme à notre maîtresse d'école du temps que j'étais petit gars, elle écrivait tous les jours à un "sweet heart." Or un bon jour, nous les jeunes, nous avions fait un vacarme pendant qu'elle écrivait. Arrivent alors les commissaires, et l'inspecteur pour visiter l'école. Notre pauvre maitresse sort de son rêve jette les yeux autour d'elle et fait signe aux enfants d'amener l'Union Jack, pour couvrir sa déconvenue. Borden et les Unionistes essaient de faire de même.

Le peuple ne veut plus s'enrôler parce qu'il ne croit pas à un Bradshaw, à un Warrington, à un Laurie gens d'aucune valeur militaire ou politiciens de bas étage qui sont devenus colonels en une nuit et qui vous crient de vous enrôler, vous les cultivateurs, d'avoir confiance en eux, *tandis que* nous savons qu'ils pillent le trésor et n'iront pas au front.

M. McManus a un fils aux tranchées. Il parla bien une heure et fut souvent applaudi.

M. Commerford a une figure énergique, et une belle prestance; il mesure 5.10 pieds. Il s'en tient aux faits. "Facts will carry the votes".

"En fait de journaux, dit-il, où en est-on en Canada! Il est certain que l'or anglais a muselé la presse de langue anglaise, à une ou deux exceptions près. Il n'y a que Québec qui est demeuré français et libre. Tous ces journaux sont au service de Clifford Sifton de Northcliffe et de Calder.

"Que veut ce gouvernement unioniste, soi-disant win-the-war—sans consulter le peuple—Que veulent ces Prussiens? N'oublions pas que McKenzie et Papineau nous ont valu le gouvernement représentatif en Canada, que c'est le peuple qui paie, que c'est au peuple à choisir ses candidats et non pas à Calder à dire qu'à l'Ouest des Lacs il y aura tant de libéraux et tant d'unionistes, c'est pour protester contre cette violation des droits du peuple que je viens solliciter vos votes.

"Je suis Canadien et j'ai droit de voir où va l'argent du peuple quand le gouvernement dépense un million et quart par jour. Quand le pays sera ruiné ce sera au peuple à payer et à refaire les choses. N'êtes-vous pas intéressés à envoyer des représentants qui limiteront les efforts du pays à ses ressources.

"N'êtes-vous pas curieux de savoir si l'on va laisser assez de bras au pays pour produire des vivres, manufacturer des munitions pour les Alliés? Si les Italiens avaient eu de quoi manger, s'ils avaient eu assez de canons, auraient-ils reculé?

"Je suis Canadien et je crois que les premiers à envoyer au front, ce sont les Anglais d'Angleterre, les Français nés aux vieux pays. Quand ceci sera fait nous verrons à ce que Wilson envoie 5 à 6 millions de soldats. Il y en a des soldats aux Etats!

"Alors ce que je m'engage à défendre à la suite du grand Laurier, ce sont les intérêts du Canada et "Dieu Sauve le Roi!"

M. Commerford est très renseigné sur les choses du Canada, il est franc Canadien. North Battleford s'honorerait d'un tel homme comme député à Ottawa.

Marcelin lui donnera une belle majorité.

Ça et là

Le contrôleur des vivres annonce que dès cette semaine l'oleomargarine, maintenant autorisée au Canada, pourra être mise en vente. Ce produit se fabrique aux Etats-Unis. Un permis spécial de fabrique est requis pour la protection du consommateur.

* * *

Savez-vous ce que c'est le régime démocratique? En voici une définition piquante que donne la Vérité: "On vocifère à tous les vents que c'est le régime de tout le monde sur le même pied. C'est plutôt le régime de tout le monde sous le même pied"

* * *

A Toronto même, les ultra-loyalistes qualifient de Prussian Methods certaines façons d'agir au ministère de la Milice. Nous savions déjà que tous les Prussiens ne sont pas en Allemagne. Si Toronto le constate de son côté il faut que ce soit l'évidence même.

* * *

"Nos unionistes, remarque M. Georges Pelletier, au sujet de la campagne de fanatisme qu'ils mènent dans tout le Canada, ont manqué de cette pénétration, de cette acuité d'esprit élémentaire qui font aussi défaut aux Allemands. Ils ont cette incompréhension psychologique par quoi ils s'apparentent aux Teutons leurs cousins." En cherchant à faire le bloc impérialiste ils n'ont pas vu le point périlleux de leur tactique qui sera d'unir tous les Canadiens anglais ou français contre cette politique néfaste.

* * *

Il n'y a pas que dans la province de Québec que les tribunaux aient accordé largement l'exemption du service militaire. A Winnipeg, Toronto, Halifax, Calgary, etc., le pourcentage des exemptions est tout aussi fort. Et d'ailleurs, à peu près tous ceux qui se voient refuser l'exemption en appellent. La conscription n'est pas plus populaire dans les provinces anglaises qu'ailleurs. Les juges le savent bien.

* * *

"La conscription a été depuis plus d'un siècle la vraie cause d'une multitude de maux qui ont affligé la société", écrit son Eminence le Cardinal Gasparri dans une lettre à Mgr l'archevêque de Lens.

* * *

Les négociations de paix entre les Allemands et les Russes se font en français. L'Orange Sentinel n'y comprend goutte!

Le Pacifique annonce qu'après le premier janvier, il réduira son service de trains et de bateaux à l'indispensable, pour économiser le combustible.

* * *

Le Rév. Père Emmanuel Bailly supérieur général des Assomptionnistes, vient de mourir. Il était frère du Père Vincent de Paul Bailly fondateur bien connu du journal La Croix et de la "Maison de la Bonne Presse", de Paris. Il avait assisté au congrès Eucharistique de Montréal en 1910.

* * *

M. l'abbé Charles Lecoq, supérieur des Sulpiciens, a démissionné pour des raisons de santé. M. l'abbé [illegible], un Canadien français, lui succède.

* * *

Le R. P. John Forbes des Pères Blancs, frère de Mgr l'évêque de Joliette, vient d'être nommé évêque auxiliaire dans l'Afrique centrale.

* * *

L'honorable M. Thomas Chapais n'approuve pas l'attitude de l'Evénement au sujet de la Conscription. Il a donné sa démission comme président de la Compagnie. Il ne voulait plus rien avoir à faire avec les Sévigny et les Lespérance.

Le programme de Sir WILFRID LAURIER

LES BREFS DE L'ELECTION GENERALE SONT LANCES

[illegible]

CHEMIN DE FER DU NORD CANADIEN

[illegible]

LA SITUATION ECONOMIQUE

[illegible]

REFORME DU TARIF DOUANIER

[illegible]

CONTROLE DE LA SOURCE ET DU PRIX DES ALIMENTS

[illegible]

En remontant en arrière aussi loin que le mois de février dernier, un arrêté ministériel (*Order in Council*) fut décrété en vertu duquel il était ordonné que, en vue d'assurer aux éditeurs de journaux canadiens du papier à impressions à des prix raisonnables, le ministre des Douanes eût "l'autorisation et le pouvoir de fixer la quantité et le prix du papier à impressions devant être fourni par les fabricants aux éditeurs du Canada".

En vertu de cet arrêté, le gouvernement a contraint les fabricants de papier à impressions, malgré la protestation de ces derniers, à fournir du papier aux éditeurs et aux journaux à un prix que lui-même fixa comme étant raisonnable. S'il a pu ainsi réduire le prix du papier pour les consommateurs de papier, pourquoi s'est-il arrêté là? Pourquoi le gouvernement ne réduisait-il pas aussi, pour des centaines de milliers de ménagères [illegible]

PROFITS EXAGERES

[illegible]

PARTICIPATION DU CANADA A LA GUERRE

[illegible]

Cette année, le gouvernement a proposé une loi pour rendre le service militaire obligatoire (*compulsory*). [illegible]

[illegible] Au mois de juillet 1916, un journal aussi important que le "Globe" de Toronto, contenait l'idée même de la conscription. Voici ce qu'il disait dans un éditorial soigneusement raisonné:

"Le "Globe", dans ses colonnes éditoriales, a constamment fait remarquer que, dans un pays comme le Canada, la conscription était une impossibilité, et qu'aucun homme d'Etat responsable, de l'un ou de l'autre parti, capable de former ou de diriger un cabinet de guerre canadien, ne proposerait le service (militaire) obligatoire. Et le "Globe" n'a pas non plus indûment critiqué le gouvernement Borden pour n'avoir pas fait plus qu'il n'a fait pour aider le recrutement volontaire. La critique du "Globe" et de la plupart des journaux libéraux a été excessivement indulgente, comparée avec les dénonciations virulentes du "Telegram" de Winnipeg, du "Daily Mail" de Montréal, et d'autres journaux qui n'ont absolument aucune sympathie pour le parti libéral".

Même à une date aussi rapprochée que le 27 décembre 1916, le "Globe" renouvelait ses avertissements contre tout effort (qui serait tenté pour) "faire entrer de force les Canadiens dans les rangs", et résumait ainsi l'opinion publique:

"On trouve que les unions ouvrières sont opposées à la conscription et que les chefs de ceux qui s'opposent à chaque manifestation de la démocratie sont en faveur de ce système".

Le langage tenu par le gouvernement n'a pas été moins expressif.

Au commencement de la session de 1916, en réponse à la demande que je fis à l'effet de savoir si la promesse, faite récemment par le premier ministre, d'enrôler 500,000 hommes, signifiait (qu'il y aurait) la conscription, il répondit en ces termes:

"Mon Très Honorable Ami a parlé de la conscription, de l'idée qu'on entretient au pays ou ailleurs que la conscription pourra exister au Canada. Parlant pendant les deux ou trois premiers mois de la guerre, j'ai clairement fait comprendre à la population canadienne que nous n'entendions pas établir de conscription. Je le "déclare de nouveau explicitement".

Egalement claires et formelles furent ses propres déclarations sur le sujet.

Durant toute la campagne de 1910 et 1911, je puis rappeler que l'alliance nationaliste-conservatrice, qui s'opposait à la politique navale du gouvernement libéral de ce temps-là, affirmait qu'une telle politique conduirait à la conscription. Répondant à ces assertions je donnais au public l'assurance souvent renouvelée que sous aucune circonstance la conscription ne suivrait l'adoption de notre politique. A diverses reprises après qu'eut éclaté la présente guerre, j'ai insisté afin que la conscription ne fût pas introduite au Canada. Telle était ma position lorsque le gouvernement changea d'attitude, et, sans avertissement, introduisit l'Acte du Service Militaire.

Imposer de force une mesure rigoureuse comme celle-là, à un peuple qui n'y était ainsi pas préparé, et contrairement aux assurances données du contraire, n'était ni sage, ni prudent, ni efficace. On peut par là amener des hommes dans les rangs, mais cela ne fera pas pénétrer dans la nation cet esprit d'enthousiasme et de détermination qui à lui seul remporte plus de la moitié du combat. Cela créera la division, et la rendra intense là où l'unité de but est essentielle.

Je ne me sais que trop bien rendu compte du fait que les vues que j'exprime ici n'ont pas reçu une approbation universelle, même dans le parti auquel j'appartiens, mais même malgré cela je soutiens que là où la persuasion n'a pas été tentée, la coercition n'est pas une politique sensée, et en ceci j'en appelle au jugement impartial de tous les Canadiens.

En combattant la politique de conscription, tout ce que je demandais était qu'une *mesure d'une telle importance* ne fût pas mise en vigueur par le parlement sans *un appel au peuple*. J'ai appuyé un référendum pour cette raison que le référendum est la méthode la plus avancée et la plus moderne de consulter le peuple, sans avoir les complications inséparables d'une élection générale. Un référendum avait été aussi demandé par le travail organisé touchant cette question-là même. Ma requête fut *rejetée*.

J'en appelle avec une grande confiance au jugement équitable du pays (lorsque je déclare) que l'introduction de la conscription dans ces circonstances et de cette manière était une grave erreur, si l'on garde présent à l'esprit que l'objet suprême aurait dû être, et devrait encore être, d'amener toutes les classes de la communauté à coopérer de bon cœur à la tâche dont nous nous sommes chargés.

Une objection fondamentale à la politique de conscription du gouvernement est que cette conscription ne s'applique qu'à la vie humaine seulement, et qu'elle ne tend pas à s'appliquer à la richesse, aux ressources ou aux services de toute personne autre que de celles comprises dans les limites d'âge prescrites par l'Acte du Service Militaire. Ceci est manifestement injuste. L'homme qui est prêt à offrir volontairement ses services et à risquer sa vie dans la défense de son pays a droit à être considéré tout d'abord. Ceux qui comptent sur lui (pour vivre) et qui font le sacrifice de s'en priver sont ceux qui, immédiatement après lui, méritent le plus la sollicitude et le soin de l'Etat. Une politique qui accordera la première place au soldat et au marin dans la préoccupation de l'Etat produira, je crois, tous les hommes nécessaires pour soutenir ses luttes, sans avoir recours à la conscription. Si je suis renvoyé au pouvoir, telle est la politique que j'adopterais. Mon premier devoir sera de rechercher les hommes les plus capables du pays, des hommes qui aient la faculté d'organisation aussi bien que des hommes qui représentent toutes les classes de la communauté, et je les inviterai, sans avoir égard à ce qu'il peut en résulter pour eux de sacrifices dans leurs intérêts personnels, à se joindre à moi pour former un cabinet dont le premier but sera de trouver les hommes, l'argent, et les ressources nécessaires pour assurer à nos héroïques soldats qui sont au front, la mesure la plus complète de soutien, et pour rendre le Canada capable de continuer à faire sa part magnifique pour remporter la victoire.

Pour ce qui est de la présente Loi du Service militaire, ma politique sera de ne pas procéder plus avant en vertu de ses dispositifs jusqu'à ce que le peuple ait occasion de se prononcer à ce sujet par le moyen d'un référendum. Je donne ma parole d'honneur de soumettre incontinent cette loi au peuple, et, conjointement avec mes partisans, d'exécuter les désirs de la majorité de la nation tels qu'ils seront exprimés.

En même temps j'organiserais et mettrais à exécution un vigoureux appel en faveur du recrutement volontaire. C'est un *fait que l'on ne peut* nier que l'on n'a pas accordé au système d'enrôlement volontaire, spécialement dans le Québec, un essai loyal, et que si l'on en *faisait un essai loyal*, (cet appel) recevrait d'un peuple généreux une réponse empressée: les hommes joindraient les rangs avec enthousiasme et bonne volonté, et ainsi serait éliminé de notre vie politique l'un de ses problèmes les plus torturants et tel qu'aucun Canadien ne peut le considérer sans ressentir l'appréhension la plus grave de voir un Canada désuni à cette heure critique de notre histoire.

A cette manière de voir ce n'est pas une réponse que de dire comme on le fait souvent maintenant, que nous devons avoir la conscription ou "tout abandonner". Cette affirmation est réduite à néant par un exemple récent et concluant. L'Australie a rejeté la conscription et cependant l'Australie n'a point "tout abandonné". L'Australie est encore dans la lutte avec le système d'enrôlement volontaire. Chaque année a fait ressortir d'une façon de plus en plus évidente combien il était nécessaire d'organiser la nation afin que dans la mesure du possible les ressources et la population du Canada dans leur totalité, soient rendues utiles à la poursuite heureuse de la guerre. Aujourd'hui, par suite de l'épuisement que la guerre a produit dans l'ancien monde, la Grande-Bretagne et ses alliés font plus d'appel que jamais *pour avoir plus de vivres, plus de vaisseaux, plus de charbon*. Nul pays n'a *de ressources plus vastes que le Canada*, pour suppléer à ces besoins impérieux. Ce qui est nécessaire c'est qu'il soit fait de vigoureux efforts pour activer une production sans limite. Pour répondre à ce besoin du moment, je suis prêt, en sus des mesures dont je viens de donner un aperçu, à prendre *les moyens qu'il faut encore employer* et qui peuvent être nécessaires pour augmenter, doubler et quadrupler la production de tout ce qui peut être nécessaire pour les armées en marche, pour les armées qui luttent.

LA PART DU QUEBEC DANS LA GUERRE

M. Crothers, ministre du Travail, parlant récemment à Saint-Thomas déclara que si "le Québec avait fait son devoir comme les autres provinces, nous n'aurions jamais eu besoin de l'Acte du Service Militaire".

Si l'enrôlement dans le Québec ne s'est pas fait dans une même proportion que dans les autres provinces sur qui retombe la responsabilité? Sur qui, sinon sur le gouvernement Borden dont les membres québécois ont ouvertement, énergiquement et avec persistance prêché la doctrine nationaliste: "pas de participation aux guerres de l'Empire, de la part du Canada, en dehors de son propre territoire?"

Cette doctrine fut d'abord proclamée *dans la circonscription* Drummond-Arthabasca, dans l'automne de 1910, par le *groupe nationaliste tout entier, y compris* deux des ministres actuels repré*sentant la province de Québec, et elle* emporta pour eux l'élection. Dans les élections générales de 1911, la Réciprocité n'était pas dans le Québec la principale *question en jeu*; la principale question en jeu était la politique navale de la dernière administration, laquelle était durement attaquée par les *mêmes hommes*, et d'après cette même doctrine qu'il ne devait pas y avoir "de *participation aux guerres de l'Empire*, de la part du Canada, en dehors de son propre territoire". Et une telle doctrine, enseignée sur les *hustings*, propagée par la presse nationaliste aux frais de l'organisation conservatrice, eut une influence puissante pour inculquer au public cette idée qu'il ne devait pas y avoir de participation aux guerres de l'Empire, de la part du Canada, en dehors de son territoire. Le premier résultat parut au scrutin lorsque les libéraux remportèrent 38 sièges, et l'alliance conservatrice-nationaliste 27, tandis que le vote populaire était partagé d'une manière encore plus égale, les libéraux recevant 161,281 votes et l'alliance conservatrice-nationaliste 159,299. Le deuxième résultat vint lorsque la guerre éclata et qu'un appel fut lancé par le gouvernement pour avoir des volontaires. Il récolta ce qu'il avait semé. Il y avait une moitié de la province à laquelle il avait enseigné et appris à rejeter un pareil appel.

LES SOLDATS DE RETOUR

Le plus grand service, que l'on puisse rendre aux hommes courageux qui ont le premier droit à notre gratitude et à notre sympathie, est de les replacer dans la vie civile. Comment accomplir ceci de la manière la mieux calculée pour rendre chacun de ces hommes capable, si possible, de gagner sa vie, c'est là une tâche qui demandera tout ce qui pourra se trouver de plus noble et de meilleur dans le peuple canadien. Dans un très grand nombre de cas la rééducation et l'enseignement technique des individus seront nécessaires. Dans ces cas la patience et la générosité de la part de l'Etat, combinées avec la sympathie intelligente, l'expérience pratique, et la connaissance scientifique de la part de ceux à qui l'Etat fera appel pour aider ses efforts, feront beaucoup pour aider le soldat revenu de la guerre à surmonter les désavantages matériels qui en sont pour lui résultés. Si nous nous employons nous-mêmes résolument à cette œuvre, son exécution sera hâtée par la coopération toute de bonne volonté que donnera tout homme qui aura été en service outre-mer.

Mais il est un autre devoir qui nous incombe et dont l'accomplissement devrait précéder celui qui vient d'être mentionné. Les mesures qui sont actuellement en vigueur pour le maintien, le soin et le confort des personnes à la charge des soldats et de leurs familles, ne sont ni adéquates ni équitables. Pour s'efforcer de rectifier ces état de choses et afin d'insister sur cette politique, que les obligations de la nation vis-à-vis des soldats et de ceux qui sont à leur charge doivent être remplies par la nation elle-même, et non pas par l'intermédiaire de la bienveillance ou de la charité publique, M. Copp, député de Westmoreland, proposa cette résolution faite avec réflexion, lors de l'étude du bill du Service Militaire durant la dernière session du parlement:

"Que plus ample considération de ce bill soit renvoyée à plus tard, jusqu'à ce qu'il ait été fait une provision adéquate pour les personnes à la charge des soldats enrôlés pour les services d'outre-mer, et telle qu'elle supprime la nécessité de trouver de l'argent par souscription publique pour leur entretien".

Le gouvernement s'opposa à cette résolution, et la motion en faveur de son adoption fut battue. Mais la nécessité d'agir à ce sujet existe toujours, et il faut agir sans retard afin que les soldats et ceux qui sont à leur charge soient mis à l'abri de toute possibilité de se trouver dans le besoin, après que les souscriptions publiques auront cessé et que l'enthousiasme pour la guerre ou l'engouement qu'elle produit auront disparu.

LA LOI DES ELECTIONS EN TEMPS DE GUERRE

Afin d'être efficace, de satisfaire la conscience publique, et d'obtenir sûrement cette soumission à un verdict qui devrait être le dernier mot sur toutes les questions soumises au peuple, une élection générale devrait être un appel à l'électorat tel qu'il existe en vertu de la loi.

Le gouvernement a mis de côté ce principe fondamental des institutions d'un peuple libre. Il a, à dessein, porté atteinte au caractère sacré de la franchise électorale, en étranglant la discussion, en faisant brutalement usage de la *clôture*; il a fabriqué délibérément une franchise au moyen de laquelle il espère remporter la victoire au scrutin: victoire passagère pour lui-même, insulte permanente au pays.

Cette loi, connue sous le nom d'"Acte des Elections en Temps de Guerre", est une tache, et en opposition à tout instinct de justice, d'honnêteté et d'équité.

Elle enlève la franchise (électorale) à certaines dénominations (religieuses), dont les membres depuis des temps anciens dans l'histoire d'Angleterre, ont été exempts de service militaire, et auxquels en Grande-Bretagne on n'a refusé les droits de citoyen en aucun temps dans le passé pas plus que maintenant.

Elle enlève la franchise à des hommes que nous avons invités à venir dans ce pays, auxquels nous avons promis tous les droits et privilèges que comporte chez nous le titre de citoyen, qui ont eu confiance dans nos promesses et qui, en vertu de nos lois, sont devenus sujets britanniques et citoyens du Canada. Ils sont ainsi humiliés et traités avec mépris sous le prétexte qu'ils naquirent dans des pays ennemis, en Allemagne et en Autriche et qu'ils pourraient être influencés en faveur de leur pays d'origine et contre leur pays d'adoption. Cette supposition est fausse en théorie, et on pourrait facilement le démontrer. Il suffit de *remarquer* et d'observer que, de fait, elle est fausse. Il n'y a eu aucun courant d'*émigration* d'Allemagne au Canada durant les vingt dernières années, et pour ce qui est de l'Autriche, presque le nombre total, les neuf-dixièmes peut-être des émigrants de ce pays, n'étaient pas des Autrichiens proprement dits, *mais* venaient de ces provinces slaves que l'Autriche détenait par force, *et dont les sentiments* sont fortement et profondément contre elle et en faveur des Alliés. La loi donne le droit de suffrage à quelques femmes et le refuse à d'autres. Toutes celles qui ont la bonne *fortune* d'avoir de proches parents parmi les soldats seront électrices. Ce droit sera refusé à toutes celles qui n'ont pas cet avantage, quoi qu'elles soient aussi cordialement dévouées à la cause, et qu'elles aient pu travailler incessamment à son *succès*.

En outre, dans cinq provinces du Dominion, à savoir l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie Anglaise, les femmes ont obtenu le droit de suffrage. Aux termes de la loi fédérale, qu'aucun sophisme ne saurait obscurcir, étant électrices dans la province, elles sont électrices aux élections fédérales. La loi de la dernière session les dépouille de ce droit.

Vicieuse dans son principe, cette loi l'est également dans ses dispositions exécutoires. Dans la plupart des provinces du Dominion, nous avons un système régulier pour *préparer* les listes électorales et personne s'est plaint de ce système depuis ces vingt dernières années. Ce système est également mis de côté et l'on fait *préparer* les listes par une armée de prétendus énumérateurs, dont le travail doit être fait à la hâte, dont les pouvoirs sont arbitraires, sur lesquels on ne peut exercer en temps opportun aucun contrôle utile, et voilà les portes toutes grandes ouvertes aux erreurs, à la confusion, aux fraudes.

Les membres libéraux du gouvernement réorganisé ont couvert du manteau de leur honorabilité cette *loi* scélérate, ainsi que celle du chemin de fer du Nord Canadien, et bien d'autres contre lesquelles ils avaient énergiquement protesté: mais leur présence dans le gouvernement n'en peut faire disparaître la nature qui est dangereuse et qu'on ne saurait soutenir.

Cette législation répugne à tout sens de justice et d'équité. Elle a pour objet, et elle aura pour effet de décourager, d'étouffer la libre expression de la volonté du peuple et de faire du gouvernement parlementaire une moquerie au lieu d'une réalité.

C'est une tentative audacieuse que l'on fait pour imposer silence au peuple, en éliminant systématiquement les candidats libéraux.

Il est de mon devoir d'en *appeler* à tous les amis de la liberté politique dans toutes les circonscriptions électorales, afin qu'ils s'organisent immédiatement pour déjouer cette conspiration. Que les masses populaires s'unissent et se choisissent elles-mêmes leurs porte-étendards.

LE TRAVAIL

Si j'étais appelé à former un gouvernement, j'espérerais y inclure des représentants des hommes d'affaires, des travailleurs et des agriculteurs, des hommes dont le seul objet en traitant des affaires du pays serait de consacrer toutes les ressources, la richesse et l'énergie tout entières du pays à gagner la guerre. Ceci ne peut être fait que s'il existe une entente honnête de tous les éléments et intérêts divers du pays. J'espérerais avoir dans le gouvernement un représentant de la masse du peuple, du peuple ordinaire, et dont le principe dirigeant serait de le protéger, ce peuple, contre toute sorte d'organisations privilégiées, telle qu'il y en a en exerçant jusqu'ici un contrôle trop grand sur le gouvernement du pays.

Dans cette élection, c'est mon désir que les gens du commun (le peuple en un mot) aient la chance de s'exprimer au scrutin d'une manière libre et sans entraves, de telle sorte que leur opinion puisse prévaloir dans le nouveau Parlement, et j'ai confiance que dans chaque circonscription des candidats, représentants de cette politique, pourront être nommés, de telle sorte que le peuple puisse voter pour eux.

Ces considérations, je les place maintenant devant mes compatriotes de toute origine pour qu'ils les apprécient et les jugent. J'ai cru de mon devoir, plus que jamais peut-être au cours de ma longue vie publique de parler franchement et sans équivoque sur les problèmes qui maintenant se dressent devant nous. Obtenir ou retenir le pouvoir n'est, en tout temps, qu'une considération secondaire. Dans cette élection, la fin suprême est de donner notre concours dans cette lutte terrible dans laquelle nous sommes engagés; de maintenir l'unité de la nation, d'éviter les divisions et les discordes qui, de nombreuses années durant maintenues en arrêt, apparaissent de nouveau maintenant, malheureusement, dangereuses et menaçantes; de faire face à la situation *économique*, en ayant en vue d'éviter et d'atténuer les privations et les souffrances qui ne devraient pas exister dans un pays si richement doué par la nature comme l'est notre pays. Quel que puisse être le verdict du scrutin, je l'accepterai, sans orgueil dans la victoire, sans abattement dans la défaite.

PUBLIE PAR LE COMITE McLEOD

M. Sam McLEOD candidat liberal de PRINCE ALBERT approuve entierement le programme de SIR WILFRID LAURIER

VOTEZ POUR McLEOD

Pour qui voterait le kaiser

C'est la question que pose le gouvernement unioniste Borden-Flavelle sur des affiches énormes que l'on a placardées dans l'Est du Canada. Cette insinuation est faite dans le dessein de lancer une grossière insulte à Sir Wilfrid Laurier et au parti libéral. Aujourd'hui comme en 1911, il n'est pas de bassesses auxquelles Borden et ses affidés ne descendent pour se faire du capital politique

Pour qui voterait le Kaiser ?

Nous allons répondre à la question, mais nous ne pouvons le faire sans réduire à la honte et à la confusion ceux qui la posent.

Le Kaiser voterait pour tout ce qui peut nuire au peuple canadien et à l'armée canadienne.

Il voterait pour ceux qui ont fourni à l'armée canadienne des vieux chevaux boiteux et morfondus.

Il voterait pour ceux qui ont fourni à nos soldats des chaussures à semelles de papier.

Il voterait pour le gouvernement qui a payé des profits de 300 pour cent à ses créatures pour l'achat de jumelles, et d'énormes profits sur les médecines et les appareils de pansement pour les blessés.

Il voterait pour le gouvernement qui a fait faire 25,000 de ces pelles-boucliers inventées par la sténographe de Sam Hughes qui ont coûté $33,750.00 et qu'il fallut mettre de côté comme inutiles.

Il voterait pour le gouvernement qui a muni nos soldats du fourniment "Oliver" au prix de $375,475.00 seulement pour lui substituer aussitôt le fourniment "Webb".

Il voterait pour le gouvernement qui a voulu à tout prix armer nos troupes de la carabine Ross bien longtemps après que celle-ci fût condamnée comme fusil de guerre, si bien que des milliers de nos braves soldats ont été tués en essayant de se défendre avec un fusil qui rate!

Il voterait pour les amis du colonel Wesley Allison qui lui ont fourni de l'argent canadien par millions pour bâtir des usines aux Etats-Unis, pendant qu'on délaissait les industries canadiennes et qui dans ce gaspillage pût faire cadeau de $105,000.00 à sa secrétaire.

Il voterait pour Borden et le jambon faisandé.

Il voterait pour Flavelle et ses profits de 80 pour cent sur le lard fourni à l'armée.

Il voterait pour Flavelle et sa devise: "Au diable les profiteurs!"

Il voterait pour Flavelle et son procédé fameux d'augmenter le poids du bacon en y ajoutant du sel, fournissant ainsi aux soldats du sel au lieu de la viande.

Il voterait pour le gouvernement qui a tenu 8,250 colonels et autres officiers "sûreté d'abord" à flaner pour des années à Londres, à porté de canon, refusant d'aller au feu.

Il voterait pour le gouvernement qui depuis le commencement de la guerre s'est plongé jusqu'aux yeux dans le patronage de parti et a fait de la corruption sans limite dans tout ce qui touche à la conduite de la guerre.

Il voterait pour le gouvernement des trusts, des combines, des gros intérêts, qui saigne le pays à blanc, à la demande des multi-millionnaires.

Il voterait pour le gouvernement qui par le vol, l'extravagance, la concussion et l'incompétence est en train de conduire le Canada rapidement à la banqueroute.

Il voterait pour les spoliateurs et les despotes qui ont privé le peuple canadien de ses votes, du droit d'administrer ses affaires, qui ont acheté et baillonné 98 pour cent des journaux quotidiens et 90 pour cent des journaux hebdomadaires qui sont les organes de l'opinion publique au Canada.

Il voterait pour les jingos et les junkers qui ont appliqué au parlement le baillon de la clôture, pendant qu'on pillait le trésor et que les représentants du gouvernement responsable étaient mis hors la loi.

Il voterait pour ce soi-disant gouvernement "d'union" qui s'acharne à produire la désunion au Canada et qui déjà arme race contre race, croyance contre croyance à travers tout le pays.

Il voterait pour le gouvernement qui sous couleur d'union et de patriotisme a divisé le Canada en deux factions, de façon qu'il ne peut plus présenter à l'ennemi un front uni.

C'est pour cette sorte de besogne que le Kaiser avait engagé les Bernstorf, les Von Papen, les Boy-ed, les Bopp, les Koenig et les milliers d'émissaires de la Wilhelmstrasse qui ont cherché à semer la discorde et les désunions chez tous les Alliés.

Il ne voterait pas pour Sir Wilfrid Laurier:

Qui a imposé une surtaxe contre l'Allemagne.

Qui a établi le tarif de préférence britannique.

Qui est sans crainte et sans reproche et qui a consacré toute sa vie à l'union des races et des croyances au Canada, pour que nous puissions toujours présenter un front solide, non seulement dans la bataille, mais aussi à chaque étape de l'histoire de notre pays.

le cabinet ne peut pas changer une loi du Parlement. Il est possible que le gouvernement Borden se rende compte aujourd'hui qu'il s'est mis tout le monde à dos avec sa loi de malheur, mais la loi est la loi, et les promesses de Borden, à la veille des élections surtout, ne valent pas dix sous. Le moyen en le plus sur pour revenir au bon sens, c'est de changer toute cette administration d'Ottawa.

D'ailleurs il est fort douteux que les gens aujourd'hui se laissent prendre à de pareils trucs. Encore une fois, pourquoi n'avoir pas tout simplement exempté les cultivateurs lorsqu'on a rédigé la loi?

Persécution contre un soldat Canadien

Les autorités militaires ont été mises dans une posture humiliante dans un jugement rendu par le juge Langelier, de Québec. Il s'agissait du cas d'un héroïque soldat du 22ème revenu du front.

Les témoignages entendus ont établi hors de doute, qu'un brave soldat canadien français qui a passé un an dans les tranchées et qui a été blessé deux fois a été victime d'une persécution éhontée. Le juge a renvoyé la plainte avec indignation.

Les promsses de Borden

Le gouvernement unioniste aux abois fait annoncer, par ses journaux et ses politiciens, que tous les cultivateurs seront exemptés de la conscription, quelque soient les décisions déjà rendues par les tribunaux. Simple promesse politique que tout cela! et personne aujourd'hui n'a plus confiance aux promesses de Borden. D'ailleurs

L'affaire Malvy

Une commission de 33 députés français a approuvé, à une petite majorité, la mise en accusation de Malvy, et la chambre elle-même a adopté le rapport du comité par un vote de 512 contre 2. Il paraît donc décidé que l'affaire va être poussée à fond.

PRINCE-ALBERT

M. Knowles refute M. Calder

Hier soir, M. Knowles, ancien député de Moose Jaw, est venu parler à Prince Albert en faveur du candidat Laurieriste McLeod. [illegible]

Nos échevins

[illegible]

Le bazar

[illegible]

A la cathédrale

[illegible]

Orphelins Belges

[illegible]

Le cri de race

[illegible] comme un gamin, puis la main dans le sac. Otez vos lunettes, frère confrère, votre vue baisse! [illegible] faut pas tout de même que vous preniez tous vos lecteurs pour des imbéciles!

L'exemption des cultivateurs

L'honorable juge Duff, du tribunal suprême d'appel a rendu une décision qui devra servir de précédent au sujet de l'exemption des cultivateurs. L'appel fut fait par un cultivateur d'Ontario, auquel le tribunal local avait refusé l'exemption. Le juge Duff a cassé le jugement du tribunal local et accordé l'exemption. Deux propositions sont indiscutables, dit-il, dans le prononcé de son jugement.

1o. Pour que la force militaire des alliés soit adéquatement soutenue, il est essentiel que dans ce pays, dans les conditions présentes, il n'y ait pas de diminution dans la production agricole.

2o. La main d'œuvre agricole requise n'est pas même suffisante. La conclusion véritable qui s'ensuit est que, le demandeur étant une personne compétente habituellement et effectivement engagée dans un travail essentiel à cette production, il ne doit pas en être retiré."

Mais oui! c'est le bon sens même. C'est ce que les anti-conscriptionistes ont toujours proclamé. C'est ce que ce "traître" de Bourassa affirme depuis le commencement de la guerre. Le juge Duff serait-il devenu nationaliste, lui aussi?

L'attitude du cabinet provincial de la Saskatchewan

Le cabinet provincial de la Saskatchewan n'a pas d'attitude définie au sujet du gouvernement unioniste. On a bien dit le commencement accaparé le premier ministre Martin dont les journaux ont publié lundi une déclaration unioniste, mais d'autre part les autres membres du cabinet ne se sont pas prononcés, à l'exception de MM. Motherwell et Langley qui se déclarent opposés de toutes leurs forces au gouvernement unioniste. M. Martin dans son manifeste appuie le gouvernement d'union comme conscriptionniste, mais dénonce les méthodes de fanatisme qu'il emploie dans la présente campagne surtout à l'endroit des Canadiens français.

La catastrophe d'Halifax

Presque la moitié de la ville d'Halifax a été détruite jeudi dernier par la terrible explosion d'un bateau chargé de munitions. Les ravages ont été aussi considérables que si la ville avait été bombardée [illegible] croiseur allemand [illegible] l'affaire de quelques minutes.

On dit qu'il y avait jusqu'à 2000 morts et un nombre [illegible] considérable de blessés.

[illegible] les édifices ont été démolis par la force de l'explosion. [illegible] ensuite déclaré à des centaines d'endroits à la fois [illegible] le reste de la ville.

Le "Mont Blanc" de la compagnie transatlantique qui arrivait de New-York, chargé de munition, vint en collision avec un bateau de secours belge. Le choc fut très violent: le feu se déclara à bord, et quelques minutes après tout le bateau sautait et les projectiles furent lancés sur la ville ajoutant à l'horreur de l'explosion qui avait secoué tous les édifices, produisant en quelques secondes tous les désastres d'un véritable tremblement de terre. Les pertes matérielles sont énormes.

Un collège catholique à Régina

La fondation prochaine d'un collège catholique sous la direction des RR. PP. Jésuites et les travaux commenceront probablement dès le printemps.

La ville accorde l'exemption de taxe. La corporation civile du Collège est aussi reconnue par un acte du parlement provincial qui a été présenté ces jours derniers par le premier ministre Martin.

L'académie du Sacré-Cœur de Régina a également demandé l'exemption des taxes municipales appuyant sa requête de motifs très raisonnables; mais le conseil de ville a remis sa décision à plus tard. Il y a de l'opposition chez un certain groupe de fanatiques.

En plus du collège de Régina, il est question aussi de fonder un collège à Gravelbourg.

Des fêtes superbes d'intronisation du Sacré-Cœur et de consécration à son service viennent d'avoir lieu à Central Falls, Rhode Island. Le règne social du Sacré-Cœur, déjà si répandu au Canada, se propage aux Etats-Unis dans les centres franco-Américains et prend chaque jour une nouvelle extension. C'est une des consolations profondes au milieu des tristesses de l'heure présente.

* * *

Un procès qui était en cours depuis vingt ans vient d'être réglé à Montréal. Il s'agit d'une réclamation de $20,000 faite contre la ville par un certain Louis Riopelle à propos d'expropriation. On lui a accordé $391. Somme: un peu à ce qu'ont pu lui coûter les honoraires des avocats.

* * *

Il est fort probable que la session de Régina se termine à la fin de cette semaine.

* * *

Les financiers qui s'enrichissent à même la guerre sont très chauds partisans de l'unionisme et de la conscription. Mais ce n'est que le Droit, quels sont les millionnaires qui ont versé pour cette cause "qui doit être plus chère que les considérations personnelles et les charges de famille", leurs millions, leurs automobiles, leurs fameuses [illegible] enfin [illegible] se très bien [illegible]

Le Canada [illegible] pour bâtir [illegible] Saint-Laurent [illegible] Québec [illegible] 18,000 [illegible] brigadier général [illegible] Bertrand [illegible] des Anglais au Canada.

Les trois Etats américains dont la population catholique dépasse le million sont: l'Etat de New-York, 2,962,276; la Pennsylvanie, 1,865,000, et le Massachusetts, 1,268,175.

* * *

Le Bénédictin Cadgle, protestant et anglais, converti en 1913 avec toute sa communauté, vient de débarquer en Amérique, pour y étudier le fonctionnement des Séminaires et des écoles catholiques. Il affirme que quinze mille anglais se sont convertis au front depuis le commencement de la guerre, et que notre religion est plus appréciée que jamais dans son pays.

UNE FEMME EST TORTUREE?

Elle souffrait beaucoup des cors parcequ'elle portait des chaussures avec des talons hauts. Mais que lui importe maintenant.

Les femmes portent des chaussures avec talons élevés, ce qui leur presse les orteils et les fait grandement souffrir. Afin de trouver du soulagement elles taillent leurs cors sans se rendre compte qu'elles peuvent y introduire l'infection, dit une autorité de Cincinnati.

Vous pourrez enlever vos cors avec vos ongles si vous vous donnez seulement la peine de vous procurer un peu de freezone. La plus petite quantité suffira à enlever tous les cors et les calus les plus durs. Vous en appliquez simplement un peu sur votre cor. Le mal disparaît à l'instant et bientôt le cor ou le calus s'enlève sans douleur.

Ce freezone est une substance gluante qui sèche dans le temps de le dire. Il fait ratatiner le cor sans attaquer la peau autour. Racontez ceci à votre femme. 3



PETITES ANNONCES

ON DEMANDE un instituteur ou une institutrice pour le village de Saint Brieux, devra commencer en janvier. Certificat de 2ème classe requis. Ecrivez: salaire demandé et expérience, au Rév. P. BARBIER, SAINT BRIEUX, Sask. 39-42

On demande un instituteur ou une institutrice pouvant enseigner l'anglais et le français pour l'école St-Michel, près de Jack Fish Lake. Pension, tout à côté de l'école. Salaire $65.00. S'adresser à JULES GAGNE, secrétaire, JACK FISH LAKE, via Meota, Sask. 39-41p.

Une famille Française solvable connaissant la culture à fond et l'élevage du bétail en tous genres désire prendre ferme assez grande, avec roulant si possible. Prendrait cette ferme en location ou à mi-fruits. Acheterait même dans l'occasion favorable. S'adresser à J. V., Casier 604, GREENWOOD, B. C. 40-43p

POSITION DEMANDEE—Une institutrice qualifiée pour Québec, plusieurs années d'expérience, peut enseigner l'anglais et le français. Certificat provisoire pour la Saskatchewan. S'adresser de suite: M. P. A., 139 Jarvis Ave Winnipeg, Man.